



# I. Des origines à l'A.O.F.

## 1) Le Dahomey

Le Dahomey est le nom de l'ancien royaume d'Abomey, donné par les Français, après la guerre de conquête, à l'ensemble des territoires groupés sous le titre de “*Colonie du Dahomey et dépendances*” en 1894.

Il s'agit en fait d'un ensemble de petits royaumes plus ou moins indépendants, groupés selon les ethnies. Il y avait par exemple dans le nord le royaume Bariba de Nikki, le royaume Bariba de Kouande, les royaumes de Parakou et de Kandi. Les royaumes les plus évolués et connaissant un niveau avancé de civilisation se situaient dans le sud : citons par exemple le royaume de Porto-Novo, avec Toffa I<sup>er</sup>, roi de 1874 à 1908.

Certains royaumes ont même cherché à nouer des relations avec la France de Louis XIV, et en 1670, le royaume côtier d'Allada (écrit aussi royaume d'Adra ou des Ardres) envoie une ambassade en France pour nouer des relations commerciales.



*La Justice et  
La Concorde*



*L'ambassadeur  
Matheo Lopes*



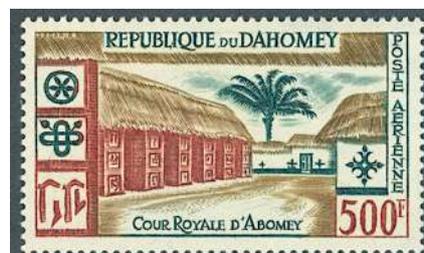
*Le roi Alkemy*



*Louis XIV*

*Dahomey, 1970, n°s 291/294  
300<sup>e</sup> anniversaire de l'ambassade du royaume d'Ardres en France*

Mais la dynastie la plus importante dans l'histoire du Dahomey est celle du royaume d'Abomey, dans le sud du Dahomey actuel. Le véritable fondateur du royaume est Houegbadja, roi de 1645 à 1685. Il agrandit son royaume au dépens des chefs locaux, et fonde l'important palais royal d'Abomey. Un de ses successeurs est Agadjá, surnommé le Conquérant, roi de 1708 à 1740. Il fait des guerres incessantes pour agrandir son royaume, et conquiert Allada et Savi, bien qu'il reste officiellement vassal des Yorouba du Nigéria occidental, à qui il paye un tribut annuel. Il étend son royaume jusqu'à la mer. De son règne date le commerce direct entre le royaume d'Abomey et l'Europe.



*Dahomey, 1960, P.A. n° 19  
Le palais royal d'Abomey*

Sous ses successeurs, les guerres vont de plus en plus loin, ayant pour but de fournir des esclaves à vendre aux Européens, afin d'acheter des armes, pour combattre les Yorouba dont la domination est de plus en plus mal supportée.

Le pays connaît un redressement sous le règne de Ghézo le Grand, roi de 1818 à 1858. Il supprime le tribut annuel payé aux Yorouba, il consolide et agrandit son royaume, réorganise la monarchie et l'armée, et développe et modernise l'agriculture, l'industrie et le commerce. Il signe en 1851 avec les Français un premier traité de commerce et d'amitié.

Son fils et successeur, Glélé, roi de 1858 à 1889, entretient des relations ambiguës avec la France : d'une part, il signe en mai 1868 un traité où il cède le territoire de Cotonou à la France, pour favoriser les relations commerciales, mais d'autre part, bien qu'il confirme dix ans plus tard ce traité, il n'hésite pas à s'attaquer en 1883 au royaume de Porto-Novo, dont le roi Toffa I<sup>er</sup> avait accepté le protectorat français.



*Bénin, 1989, n° 678  
100<sup>e</sup> anniversaire de la mort du roi Glélé*

À la mort de Glélé en décembre 1889, son fils lui succède sous le nom de Gbêhanzin (en France, on écrit Behanzin). Son principal but est de s'opposer à la conquête de son royaume par les Blancs. Pour lui, les Blancs peuvent rester au Dahomey non pas comme les maîtres de la terre, mais comme des commerçants.



*Bénin, 1986, n° 646*



*Guinée, 1962, n° 116*



*Bénin, 1988, n°s 665/668  
Le roi Behanzin*

L'armée du royaume d'Abomey comportait un régiment militaire entièrement féminin, d'un courage et d'un dévouement au roi sans limites. Les Occidentaux ont appelé ce régiment les "Amazones".



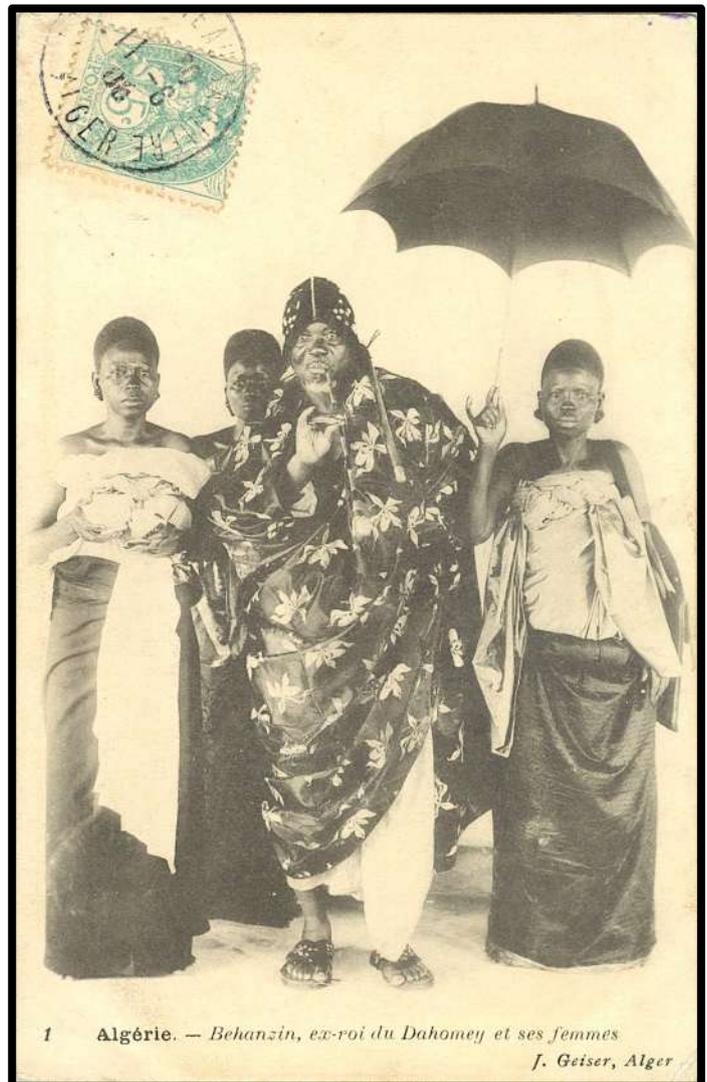
*Bénin, 1986, n°s 640/641  
Le régiment féminin des "Amazones"*

Cette attitude mène au conflit avec la France, qui va conquérir le royaume en deux expéditions. La première expédition a lieu en 1890. La France avait envoyé le docteur Bayol en négociateur, mais, déçu par son échec, celui-ci préconise la manière forte, et Cotonou est occupée militairement par le commandant Terrillon. Le 20 avril 1890 a lieu la bataille d'Atchoupka, où Behanzin sort vainqueur, mais au prix de très lourdes pertes. Il y a ensuite une période de trêve jusqu'en 1892.

Les hostilités reprennent en 1892, après quelques escarmouches. La France désigne le colonel Alfred Dodds comme commandant civil et militaire chargé de la conquête. Avec une armée de 3 000 soldats, Dodds longe l'Ouémé. La lutte est acharnée, mais l'admirable résistance des Dahoméens n'arrête pas les Français, qui prennent Kanan, et marchent sur Abomey. Behanzin incendie son palais, refuse les conditions imposées par Dodds, et continue de résister dans la brousse.

Le 17 novembre 1892, Dodds occupe Abomey. Il déclare le 3 décembre la déchéance de Behanzin, et place le Dahomey sous protectorat français. Behanzin, après une année de résistance de plus en plus difficile, se rend à Dodds le 25 janvier 1895. Il est d'abord exilé à la Martinique, puis détenu à Blidah, en Algérie, où il meurt en 1906.

Le royaume d'Abomey, placé sous protectorat français, forme depuis lors, avec les autres protectorats de moindre importance, le *Territoire du Bénin*. Le décret du 22 juin 1894 adopte le nouveau nom : *Colonie du Dahomey et dépendances*. Victor Ballot est nommé gouverneur de la nouvelle colonie, et il va surtout s'occuper de conquérir le Nord-Dahomey.



*1 Algérie. — Behanzin, ex-roi du Dahomey et ses femmes  
J. Geiser, Alger  
1906, Carte postale illustrée d'Algérie, montrant l'ex-roi Behanzin pendant sa captivité à Blidah*

Cette conquête se fait en deux phases : d'abord une phase d'exploration et de signature de traités, par l'envoi de plusieurs missions à partir de Carnotville. Ensuite, à partir de 1897, une phase d'occupation militaire et d'exploitation. Cette phase entraîne la révolte des princes Bariba, mais Vermeersch et Ganier, partant de la ville de Parakou demeurée fidèle aux Français, matent sauvagement les révoltés Bariba.

Le nord du pays est annexé au Dahomey, et les frontières de la colonie sont délimitées. Il y a une dernière révolte importante en 1915, sous l'impulsion du chef Bariba Bio Guéra, mais les Français parviennent encore à réprimer le soulèvement. Dans le Sud-Dahomey, ce sont surtout des intellectuels comme Louis Hunkanrin qui protestent contre la colonisation.

En 1904, le Dahomey est rattaché au gouvernement général de l'Afrique occidentale française. Les structures administratives sont unifiées et les chefs traditionnels n'ont plus qu'un rôle honorifique. Le gouvernement réside dans la capitale Porto-Novo, et dispose d'un pouvoir pratiquement absolu.

Du point de vue philatélique, il y a d'abord en 1892 les timbres des Colonies françaises surchargés à la main "BÉNIN" (avec ou sans accent aigu), suivis en 1893 par les timbres du type "Groupe" avec deux légendes différentes : d'abord "Golfe de Bénin", ensuite "Bénin". À partir de 1899 viennent les timbres avec la légende "Dahomey et dépendances", puis "Dahomey".



*1892, Surcharge "BÉNIN" sur des timbres des Colonies françaises facsimilés)*



*1893, Timbres avec la mention "Golfe de Bénin"*



*1894, Timbres avec la mention "Bénin"*



*1899-1905, Timbres avec la mention "Dahomey et Dépendances"*

## 2) La Côte d'Ivoire

L'histoire précoloniale de la Côte d'Ivoire est facile à résumer. L'intérieur du pays était inexploré par les Blancs, et était peuplé de nombreuses tribus dont les chefs se bornent à faire du troc avec les Blancs installés dans des comptoirs le long de la côte. Il échangent de l'ivoire et surtout des esclaves contre des armes, du textile et des produits de luxe. Dans le trafic des esclaves livrés par les chefs noirs, la concurrence est forte entre Français, Anglais et Portugais.

Le centre portuaire français le plus important jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est Grand-Bassam.



1983, Carte maximum avec le n° 653 : la poste et la douane de Grand-Bassam en 1903, sur la reproduction d'une carte postale de 1903.

La conférence de Berlin (1884-1885) a pour but de partager l'Afrique en zones d'influence, accordées aux grandes puissances européennes.

Un des articles de la résolution finale de cette conférence stipule que "toute puissance européenne installée sur la côte peut étendre sa domination vers l'intérieur du continent".

Deux Français comprennent immédiatement l'intérêt de cet article, et se lancent dans l'exploration de l'intérieur de la Côte d'Ivoire, pour y installer le protectorat français : Marcel Treich-Laplène et Louis-Gustave Binger.

Treich-Laplène explore l'intérieur de la Côte d'Ivoire et signe avec de très nombreux chefs traditionnels des traités, qui placent une grande partie de la Côte d'Ivoire dans l'orbite française. Il est officiellement nommé administrateur de la Côte d'Ivoire, et il s'installe à Grand-Bassam, où il meurt le 9 mars 1890, épuisé et malade.

Binger explore entre 1887 et 1889 la partie septentrionale de la Côte d'Ivoire actuelle, en partant de Bamako. Le 5 janvier 1889, il rencontre Treich-Laplène à Kong, dans le nord de la Côte d'Ivoire, et ensemble, ils descendent vers Grand-Bassam. Après la mort de Treich-Laplène, Binger lui succède et devient le premier gouverneur officiel de la Côte d'Ivoire.



*AOF, 1952, n° 47  
Marcel Treich-Laplène*



*Côte d'Ivoire, 1937, n° 139  
Louis-Gustave Binger*

Le 10 mars 1893, la Côte d'Ivoire devient officiellement une colonie française, et en 1904, elle est intégrée dans le grand ensemble de l'AOF.



*Côte d'Ivoire, 1993, n°s 910/912  
100<sup>e</sup> anniversaire du statut de colonie de la Côte d'Ivoire.  
Deuxième timbre : Louis-Gustave Binger et le président Houphouët-Boigny*

La philatélie de la Côte d'Ivoire avant l'AOF est également simple : dès 1892, des timbres du type "Groupe" sont émis, avec la légende "Côte d'Ivoire".



*1892-1904, Timbres avec la mention "Côte d'Ivoire"*

### 3) La Haute-Volta

Complètement isolée au centre de l'Afrique occidentale, la Haute-Volta n'a vu arriver les premiers Blancs qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'alors, plusieurs petits royaumes occupaient le territoire. Ces royaumes formaient un ensemble assez cohérent, appelé le royaume mossi, qui a perduré pendant des siècles, jusqu'à l'arrivée des Français. Leur roi portait le titre de Moro Naba, l'équivalent d'empereur des Mossis.

La fin de leur royaume indépendant se situe en 1896, quand la France conquiert leur ville principale Ouagadougou. Les Français respectent cependant les titres mossis, et il y a actuellement encore toujours un roi mossi, bien que son rôle ne soit plus que cérémoniel.

Une figure importante des dignitaires mossis est la princesse Guimbé Ouattara (1836-1919) qui a mené une longue résistance, aux côtés de Samory Touré, contre l'installation des Français.



*Intronisation d'un chef gourmantché  
(une composante du royaume mossi)*



*Haute-Volta, 1980, n°s 522/524  
La princesse  
Guimbé Ouattara*



*Le Moro Naba  
l'empereur des Mossis*

La Haute-Volta n'est cependant reconnue comme une colonie française à part entière qu'en 1919, et elle entre en 1920 dans l'Afrique occidentale française. La colonie sera à nouveau dissoute en 1932, et son territoire est partagé entre le Niger, le Soudan français et la Côte d'Ivoire.

La colonie ne sera reconstituée qu'en 1947.



*AOF, 1958, n° 73  
10<sup>e</sup> anniversaire de la reconstitution de la colonie de Haute-Volta. Le Moro Naba Sagha*

## 4) La Guinée

Avant l'arrivée des Blancs, la Guinée est peuplée d'un trentaine d'ethnies, dont les quatre plus importantes sont les Peuls, les Malinkés, les Toucouleurs et les Soussous.

Comme dans tout le golfe de Guinée, Français, Portugais et Anglais se font une forte concurrence pour obtenir des monopoles de commerce avec les chefs locaux. Les Français connaissent le plus de succès : déjà en 1840, l'officier de marine et futur amiral Édouard Bouët-Willamez signe les premiers traités avec les chefs locaux.



*AEF, 1938, n°s 66/69  
Édouard Bouët-Willamez*

Ce sont également des Français qui pénètrent les premiers à l'intérieur des terres, dont le principal est Olivier de Sanderval (1840-1919). Il est à l'origine de la fondation de la ville portuaire de Conakry, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et sa case y est encore toujours visible. À partir de 1880, il a mené cinq expéditions pour une exploration systématique du Fouta-Djalou, le haut-plateau qui recouvre une grande partie du nord et du centre de la Guinée actuelle.



*Guinée, 1967, P.A. n° 71  
La case d'Olivier de Sanderval, à Conakry*

Ces initiatives françaises ont eu pour conséquence que le congrès de Berlin (1884-1885) a reconnu sans problèmes que la Guinée était une zone d'influence française. La Guinée devient en 1893 une colonie française, et est intégrée dans l'AOF, une nouvelle entité créée officiellement en 1895.

Les seuls à n'avoir jamais été consultés sont les chefs locaux. Plusieurs d'entre eux vont se révolter, et résister longtemps à la progression coloniale de la France.

Il y a d'abord El Hadj Omar, qui, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, fonde un empire qui englobe les territoires actuels du Sénégal, de la Guinée et du Mali. Il y introduit une religion islamique pure et dure, ce qui exclut par définition toute intervention des Blancs "incroyants".



*Bénin, 1978, n° 413  
El Hadj Omar*

Mais le résistant à la colonisation le plus célèbre est Samory Touré. Chef incontesté d'un immense territoire qui dépasse largement la Guinée, il est un stratège hors pair et mène la vie dure aux Français, qui mettront près de vingt ans à le vaincre. La guerre de Samory Touré contre les Blancs commence vers 1880 et ne se termine qu'avec sa capture en 1898. Il meurt en exil au Gabon en 1900. Samory Touré est sans conteste l'adversaire le plus redoutable que les Français ont eu à affronter en Afrique occidentale.



*Bénin, 1978, n° 412  
Samory Touré*



*Guinée, 1962, n° 118*

Deux autres chefs de la résistance contre les Blancs, et qui ont eu l'honneur d'un timbre-poste, sont Alfa Yaya et Tierno Aliou.

Alfa Yaya est le chef du Labé, dans le Fouta-Djalon, en Guinée. Capturé en 1905, il est d'abord exilé au Dahomey jusqu'en 1910. Il reprend la lutte dès sa libération, est à nouveau arrêté en 1911 et meurt en prison en Mauritanie en 1912.

Tierno Aliou (1850-1927) a surtout été un théologien et un écrivain islamique en Guinée, qui n'a pas fait la guerre ouverte contre la France, mais qui s'est toujours montré un fervent défenseur de l'Islam.



*Guinée, 1962, n°s 115 & 119  
Alfa Yaya*



*Tierno Aliou*

Du point de vue philatélique, la Guinée suit la même voie que le Dahomey, la Côte d'Ivoire, le Soudan français et le Sénégal, et émet ses propres timbres, d'abord au type "Groupe" avec la mention "Guinée française" à partir de 1892, ensuite en 1904 une série montrant un berger local, et, pour les timbres-taxe, une femme du Fouta-Djalon.



*1892-1904, Timbres avec la mention "Guinée française"*



*1904, Nouvelle série (timbres-poste et timbres-taxe) spécifique pour la Guinée  
Berger pulas*

*Femme du Fouta-Djalon*

## 5) Le Niger

Le Niger est, par sa situation, un carrefour d'échanges entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. C'est un territoire multi-ethnique, où les empires locaux plus ou moins puissants se sont succédé.

Les premiers à l'avoir traversé sont l'Anglais Mungo Park et l'Allemand Heinrich Barth. Le but de Mungo Park était d'explorer le cours du fleuve Niger. Il entreprend pratiquement seul une première expédition en 1796-1797, ensuite une seconde en 1805-1806, où il laisse la vie.

Dans un long voyage de 1850 à 1855, l'Allemand Heinrich Barth explore le Sahara, surtout le royaume du Kanem-Bornou, qui était à l'époque un véritable empire saharien et qui englobait le Tchad actuel, la partie méridionale de la Libye, la partie occidentale du Soudan et la partie orientale du Niger.



*Nigeria, 2007, n°s 792/793  
L'explorateur britannique Mungo Park*



*Tchad, 1969, P.A. n° 53  
L'explorateur allemand Heinrich Barth*

Les Français ne s'intéressent au Niger qu'à partir de 1880, dans leur but d'établir un axe français est-ouest en Afrique, de Djibouti à Dakar, pour contrecarrer l'objectif anglais de réaliser un axe britannique nord-sud, du Caire au Cap.

Les efforts français tendent donc à la conquête de tout le Sahara, pour concrétiser leur rêve colonial de l'axe est-ouest. Une première expédition, menée par Paul Flatters, s'engage vers le sud en 1880, mais elle est exterminée par les Touaregs dans le Hoggar le 16 février 1881.



*Carte postale avec le monument de Paul Flatters, dans le parc Montsouris de Paris*

Ce massacre décide la France à engager l'armée dans la conquête du Sahara, d'autant plus qu'elle va se heurter à Rabah, un seigneur de la guerre du Soudan. Rabah a progressivement éliminé les chefs locaux, et s'empare en 1893 de tout le royaume du Kanem-Bornou, où il vit du trafic des esclaves. Après avoir également conquis tout l'Oubangui-Chari, il y avait installé son neveu Mohammed-es-Senoussi. Pour plaire à son oncle, celui-ci massacre en 1891 l'expédition de Paul Crampel, qui avait été envoyée par Pierre Savorgnan de Brazza vers le lac Tchad.



*AEF, 1937, n° 55  
Paul Crampel*

La France décide alors d'employer les grands moyens pour éliminer Rabah. En 1899, trois colonnes militaires sont constituées pour le combattre :

- Une colonne, commandée par Émile Gentil, partant du Gabon vers le nord.
- Une colonne, partant d'Alger, commandée par François-Joseph-Amédée Lamy et Fernand Foureau.
- Une colonne, commandée par Paul Voulet et Julien Chanoine, partant du Sénégal et progressant le long du fleuve Niger. Ces deux font preuve d'une violence inouïe, massacrant tout sur leur passage. Après leur assassinat en 1899 par leurs propres troupes mutinées, ils sont remplacés par Paul Joalland et Octave Meynier.

Les trois colonnes ayant réalisé leur jonction, ils battent les forces de Rabah dans une bataille décisive, à Kousséri, à la frontière actuelle entre le Tchad et le Cameroun, le 22 avril 1900.

Rabah est tué, mais le commandant français Lamy perd également la vie dans les combats.



*François-Joseph Lamy*



*Fernand Foureau*



*Émile Gentil*



*Tchad, 2000, n° 1227  
Tête de Rabah, exhibée par un tirailleur*



*AEF, 1940, n° 81*



*Oubangui-Chari, 1930, taxe n° 20*

*Émile Gentil*

Le Niger reste pendant des années un territoire purement militaire et n'est reconnu comme une colonie française à part entière qu'en 1920, année où elle entre dans l'Afrique occidentale française. La capitale du territoire militaire est Zinder, dans le sud du Niger actuel, plus tard ce sera Niamey.

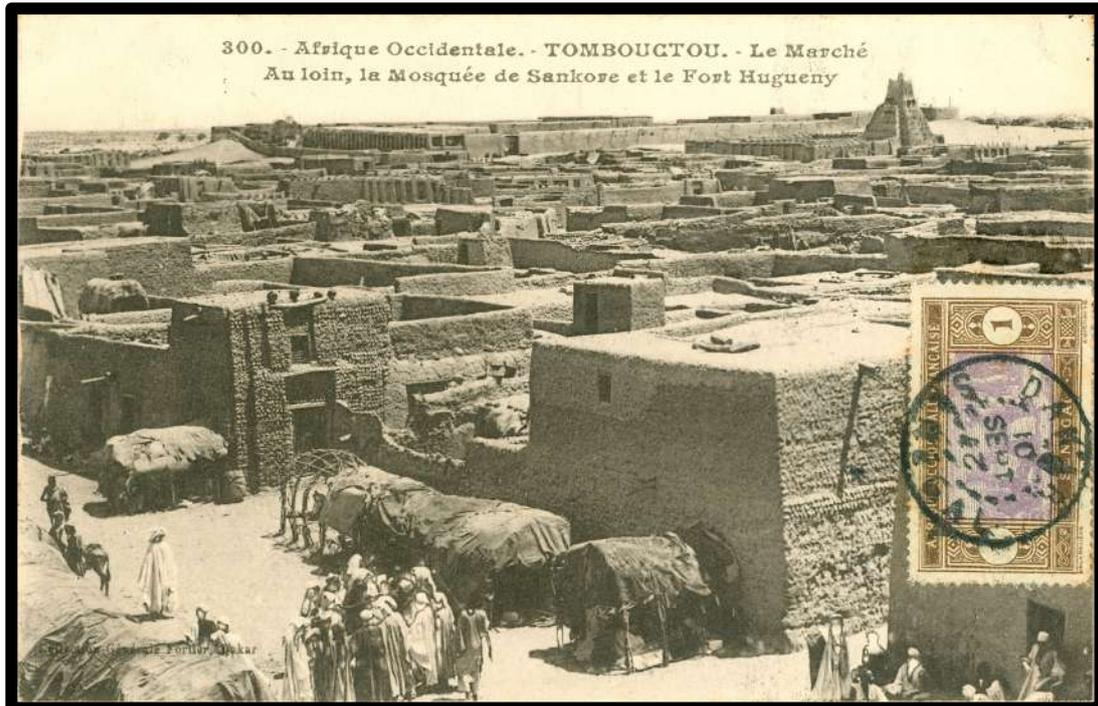
Il ne faut pas se faire d'illusions : jusque dans les années 1920, il n'y a environ que 200 Français, pratiquement tous des militaires, pour administrer un territoire de plus de 1 200 000 km<sup>2</sup> ! Il n'a ni routes, ni moyens de transport, et il faut en 1912 encore toujours deux mois pour traverser le territoire d'est en ouest. Les frontières du Niger sont très longtemps restées extrêmement imprécises.

Pour la correspondance, les militaires sont obligés de faire appel aux caravaniers touaregs, qui, largement payés, effectuent le ravitaillement et la circulation du courrier. Le but de la France est clair : essayer de gérer cet immense territoire, considéré comme dénué de tout intérêt économique et commercial, en investissant le moins possible en hommes et en moyens. L'emploi de timbres-poste y était absolument inexistant jusque dans les années 1920.

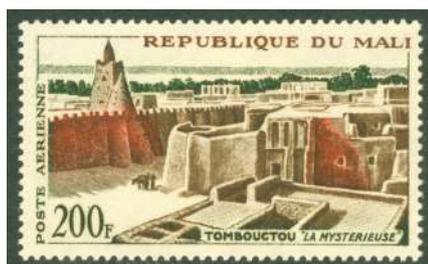
## 6) Le Soudan français

Le territoire du Soudan français correspond grosso modo à celui du Mali actuel. L'évolution de ce territoire est cependant plutôt compliquée, son administration et ses frontières ont été plusieurs fois modifiées.

Avant la colonisation, il y a eu d'abord l'exploration, et le nom qui frappait l'imagination était Tombouctou, ville où aucun Européen n'avait réussi à mettre le pied. Tombouctou était supposée être une ville mystérieuse et fascinante, digne des contes de mille et une nuits. Les premiers qui tentent d'y parvenir sont les Anglais.



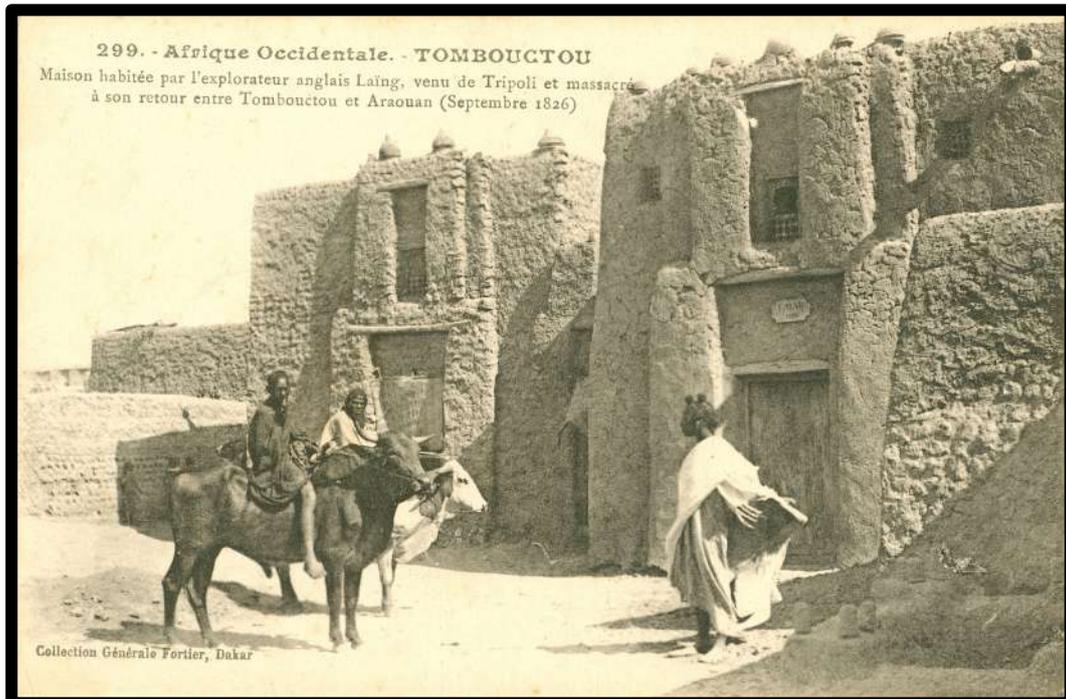
*Carte postale illustrée de Tombouctou*



*Mali, 1961, P.A. n°s 12/13  
Vues de Tombouctou*

Il faut mentionner George Francis Lyon (1795-1832), qui est probablement le premier Européen à avoir vu le lac Tchad, en 1819. Et après Lyon, il y a les expéditions de Dixon Denham, Walter Oudney et Hugh Clapperton entre 1822 et 1827. Partant de Tripoli, ils ont l'intention d'atteindre Tombouctou en traversant le désert du nord au sud. Mais aucune expédition n'atteint son but.

Le premier Européen à atteindre Tombouctou est l'Anglais Alexander Gordon Laing. Lui aussi part de Tripoli, et atteint Tombouctou en août 1826. Il y reste environ un mois, mais il est assassiné le 26 septembre 1826, sur le chemin de retour.



*Carte postale illustrée de Tombouctou, avec la maison où séjourna l'explorateur Laing en 1826*

Bien qu'il ne fut pas le premier Européen à voir Tombouctou, cet exploit est généralement attribué au Français René Caillié, parce qu'il est le premier à en être revenu.

René Caillié est né à Mauzé (Deux-Sèvres) le 19 septembre 1799. Très tôt orphelin, sans instruction et sans ressources, il se passionne pour l'Afrique, surtout après la lecture de "Robinson Crusoé".

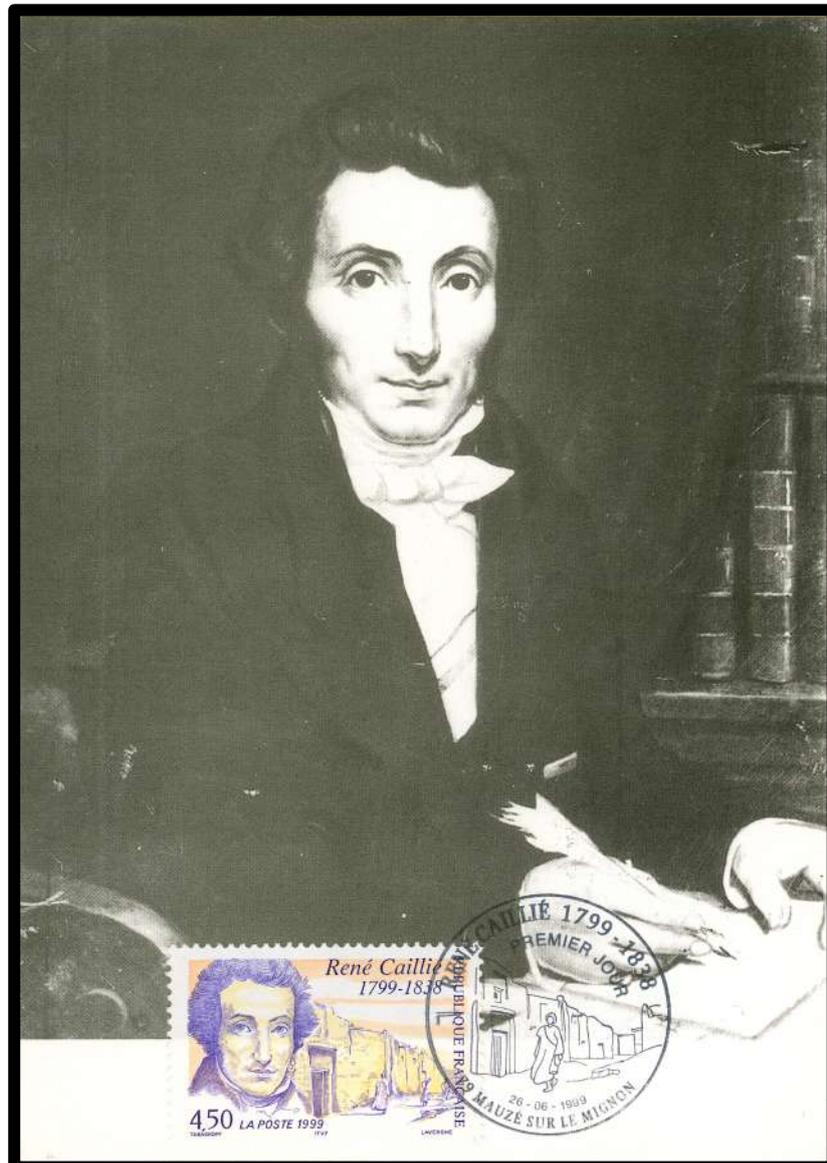
Après s'être embarqué comme mousse à 16 ans, il fait deux voyages au Sénégal, dont il visite à fond aussi bien les côtes que l'intérieur. Alléché par une prime offerte par la "Société de Géographie", Caillié décide d'entreprendre seul un voyage vers une destination d'où aucun Européen n'était encore revenu : Tombouctou, actuellement au Mali, sur le fleuve Niger.

Il se prépare en étudiant à fond les dialectes arabes, le Coran, et la pratique de l'Islam. Ces connaissances lui sauveront plusieurs fois la vie. Se joignant à une caravane de marchands, il se fait passer pour un domestique égyptien, prisonnier des Français lors de la campagne d'Afrique de Napoléon, et essayant de retourner en Égypte. Son départ du Sierra Leone a lieu le 18 avril 1827. En suivant le fleuve Niger, il atteint Kouroussa, en Guinée, en juin 1827, et Timé en août 1827. Là, il doit arrêter son voyage à cause du scorbut.

Après cinq mois de maladie, il repart, atteint Djenné, au Mali, et enfin Tombouctou le 20 avril 1828. Sa déception est immense : au lieu de la ville fabuleuse à laquelle il s'attendait, il découvre une cité triste et misérable.

Après être resté quinze jours sur place, il repart, se joignant à une caravane vers le Maroc. Ayant traversé le Sahara dans des conditions de privations effroyables, il atteint complètement épuisé Fez, au Maroc, le 12 août 1828.

Honoré par la "Société de Géographie" dont il devient membre, il publie en 1830 ses notes de voyage sous le titre "Journal d'un voyage à Tombouctou et à Djenné dans l'Afrique centrale". Il meurt à La Baderre (Charente-Maritime) en mai 1838.



*France, carte maximum de 1999 avec le timbre n° 3257  
René Caillié*



*Niger, 1939, n°s 64/66*

*En 1939, la France a consacré une grande série coloniale à l'explorateur René Caillié.  
Huit colonies ont émis une série de trois timbres.*



*Mali, 1979, n°s 347/348*



*France, 1999, n° 3257*

*Le Mali en 1979 et la France en 1999 ont émis des timbres  
pour commémorer le 180<sup>e</sup> et le 200<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance*

Après Caillié, plusieurs expéditions françaises, anglaises et allemandes se succèdent. Pratiquement toutes affichent le même but : l'abolition de la traite des esclaves, qui était la principale ressource des potentats locaux régnant sur des royaumes plus ou moins étendus. Parmi les plus importants, il faut citer l'Allemand Heinrich Barth, dont j'ai déjà parlé, et qui est lui aussi est un des premiers à avoir atteint Tombouctou.

Le premier Français à s'occuper de ce territoire au nom de la France est le général Léon Faidherbe. En tant que gouverneur du Sénégal (1854-1861 et 1863-1865), il n'a pas seulement conquis et pacifié le Sénégal, mais il a porté l'influence française très au-delà, vers l'est, et il a ainsi forgé les bases de la future colonie du Soudan français.



*AEF, 1957, P.A. n° 62*



*Tchad, 2000, n° 1223  
Le général Léon Faidherbe*



*AOF, 1957, P.A. n° 21*

En 1906, dans les colonies de l'AOF récemment créée, la première grande série coloniale est émise en 1906. C'est la série "Faidherbe - Palmiers - Ballay". Les petites valeurs représentent le général Faidherbe. Ces timbres sont émis en Côte d'Ivoire, au Dahomey, en Guinée, dans le Haut-Sénégal et Niger, en Mauritanie et au Sénégal.



*Côte d'Ivoire, 1906, n°s 21/25  
Le général Léon Faidherbe*

Le travail de Faidherbe est poursuivi de 1886 à 1888 par le général Joseph Gallieni, qui conquiert la majeure partie du territoire. Ici également, son principal adversaire est Samory Touré, que j'ai déjà mentionné en Guinée. La résistance de Samory Touré ne s'arrête qu'avec sa capture en 1898 et sa mort en exil au Gabon en 1900.



*Madagascar, 1940, n° 232*



*France, 1940, n° 456*



*Madagascar, 1946, n° 319*



*Madagascar, 1946, n°s 308/310  
Joseph Gallieni*

La résistance la plus acharnée contre la colonisation française à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle vient de Babemba Traoré, roi du Kéné Dougou, la région autour de la ville de Sikasso, dans le sud de l'actuel Mali. Retranché finalement dans sa ville de Sikasso, Babemba préfère se suicider lors de la conquête de la ville de Sikasso par les forces françaises le 1<sup>er</sup> mai 1898.



*Guinée, 1962, n° 117  
Babemba Traoré*

Le Soudan français fait partie dès sa création en 1895 de l'Afrique occidentale française. Bamako devient en 1899 la capitale du Soudan français.

Ensuite, l'évolution n'est pas facile à suivre. Une réorganisation administrative en 1902 incorpore le Soudan français dans un nouvel ensemble, la *Sénégalie et Niger*, qui regroupe l'hinterland du Sénégal et le Soudan français. Après quelques nouvelles adaptations territoriales, cet ensemble devient en 1906 le *Haut-Sénégal et Niger*.

Nouveau changement en 1919 : la Haute-Volta est créée en amputant le Haut-Sénégal et Niger ainsi que la Côte d'Ivoire d'une partie de leur territoire. Ce qui reste du Haut-Sénégal et Niger reprend en 1921 son nom initial de Soudan français.

La philatélie suit cette évolution : des timbres spécifiques au type “Groupe” avec la mention “Soudan français” sont émis dès 1894. De 1903 à 1906, les timbres du type “Groupe” portent la mention “*Sénégal et Niger*”, et les timbres émis à partir de 1906 portent la mention “*Haut-Sénégal et Niger*”. À partir de 1921, les timbres du Haut-Sénégal et Niger sont surchargés “*Soudan français*”.



*Timbres du Soudan français (1894), de la Sénégal et Niger (1903) et du Haut-Sénégal et Niger (1906)*



*Timbres du Haut-Sénégal et Niger, surchargés “Soudan français” à partir de 1921*

## 7) La Mauritanie

La population de la Mauritanie a deux origines : la population initiale était berbère, mais a subi une arabisation et une islamisation progressive au fil des siècles, et le groupe majoritaire dans la Mauritanie actuelle est formé d’Arabo-Berbères ou Maures, d’où le nom actuel du pays.

La Mauritanie a longtemps été un territoire dépendant du sultan du Maroc, mais l’autorité du Maroc sur les émirats locaux de Mauritanie devient progressivement nominale ou même inexistante.

Les Français s’introduisent progressivement en Mauritanie, en remontant à partir du Sénégal. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, ils occupent la plus grande partie du territoire, et en 1903, la Mauritanie est placée sous protectorat français.

La France doit cependant affronter une farouche résistance armée des peuplades locales, une résistance qui ne se terminera que dans les années 1930.

Initialement, la Mauritanie dépend politiquement et administrativement du Sénégal. Saint-Louis, dans le nord du Sénégal actuel, était jusqu’en 1902 la capitale commune du Sénégal et de la Mauritanie. Ce n’est qu’en 1957 que Nouakchott remplacera Saint-Louis comme capitale de la Mauritanie.



*AOF, 1958, P.A. n° 28*

*Inauguration de Nouakchott comme nouvelle capitale de la Mauritanie*

La Mauritanie ne deviendra une colonie française à part entière et entrera comme telle dans l'AOF qu'en 1920.

La Mauritanie émet ses propres timbres à partir de 1906, et la première série est ici aussi la série Faidherbe - Palmiers - Ballay.



*1906, Timbres de la série Faidherbe - Palmiers - Ballay de Mauritanie*

Un nom qui doit être mentionné dans l'histoire de la Mauritanie est celui de Léopold Panet. Né en 1820, c'est un métis sénégalais qui a été envoyé par la Société française de géographie du Sénégal vers le nord, pour explorer les moyens de relier le Sénégal au Maroc via la Mauritanie.

Après une première tentative sans succès en 1849, il réussit en 1850, partant de Saint-Louis du Sénégal, à atteindre Mogador au Maroc, en traversant la Mauritanie. Il a traversé des zones de la Mauritanie des décennies avant les explorateurs blancs.



*Sénégal, 1969, n° 317*

*150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Léopold Panet*

## 8) Le Sénégal

Dès le XV<sup>e</sup> siècle, la côte de l'actuel Sénégal est l'objet de la convoitise de plusieurs nations européennes. La première est le Portugal, qui installe sur la côte quelques comptoirs commerciaux. Puis viennent les Hollandais, qui s'installent dans l'île de Gorée en 1588. Cette île devient en 1627 la propriété de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales (la W.I.C., West-Indische Compagnie). Le nom de Gorée vient d'ailleurs du néerlandais, qui nommaient l'île "de goede reede" ce qui signifie la bonne rade.

L'île change alors plusieurs fois de propriétaire, passant de la Hollande à la France et à l'Angleterre. La raison de l'intérêt de cette île est sa situation, comme dépôt et point de départ idéal pour la traite des Noirs.

Le deuxième point d'intérêt est la ville côtière de Saint-Louis, dans le nord de l'actuel Sénégal. Cette ville est fondée par des Français en 1659, et est toujours restée française, sauf pendant la période napoléonienne, où elle est occupée par les Anglais.

Toute la côte du Sénégal est pendant 150 ans l'objet d'une longue dispute entre la France et l'Angleterre. Les deux parties alternent les succès et les échecs, jusqu'au règlement final du traité de Vienne de 1815, qui accorde le Sénégal à la France, sauf le territoire autour du fleuve Gambie, qui devient une colonie britannique.

Le traité de Vienne de 1815 abolit officiellement la traite des Noirs, mais cela reste pratiquement lettre morte, jusqu'à l'abolition officielle de l'esclavage, promulguée en France en 1848.

La colonisation française du Sénégal ne démarre vraiment qu'avec l'arrivée du général Léon Faidherbe. Gouverneur du Sénégal de 1854 à 1861 et de 1863 à 1865, il conquiert et pacifie le Sénégal. Son adversaire le plus coriace est Lat Dior, qui va pendant 25 ans, de 1860 jusqu'à sa mort en 1886 s'opposer par les armes à la colonisation française. Il livre une vingtaine de batailles contre les troupes françaises, et perd la vie lors de sa dernière bataille en 1886.



*1906, Timbres de la série Faidherbe - Palmiers - Ballay du Sénégal  
Le général Léon Faidherbe*



*Sénégal, 1982, n°s 560/561  
Lat Dior*

Les deux gouverneurs successifs Léon Faidherbe (1854-1861 et 1863-1865) et Émile Pinet-Laprade (1863 et 1865-1869) sont les véritables fondateurs de la ville de Dakar, qui se développe rapidement au point de remplacer en 1902 Saint-Louis comme capitale.



*AOF, 1958, bloc 1  
100<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Dakar*

Le Sénégal fait partie de l’Afrique occidentale française, créée en 1895 mais organisée administrativement seulement en 1904. Dakar devient en 1902 la capitale administrative de l’AOF.

Le premier gouverneur-général de l’AOF est Jean-Baptiste Chaudié, de 1895 à 1900. Il est remplacé en 1900 par Noël Eugène Ballay, qui occupe ce poste jusqu’à sa mort en 1902. Ballay avait d’abord été gouverneur de la Guinée française, où il a été le véritable fondateur de la ville de Conakry. Au Sénégal, il améliore l’hygiène et combat la fièvre jaune, mais il est finalement lui-même victime de cette maladie.

La France l’a honoré en plaçant son effigie sur la série coloniale émise en 1906 dans toutes les composantes de l’AOF d’alors : la Côte d’Ivoire, le Dahomey, la Guinée, le Haut-Sénégal et Niger, la Mauritanie et le Sénégal.



*Timbres à l’effigie de Noël Eugène Ballay, émis en 1906 dans les six composantes de l’AOF*



*AOF, carte maximum de 1954 avec le timbre n° 50  
Noël Eugène Ballay*

Du point de vue philatélique, le Sénégal emploie depuis 1887 des timbres des colonies générales françaises, avec une nouvelle valeur en surcharge. Ces timbres sont extrêmement rares, le courrier étant fort limité. À partir de 1892, ce sont des timbres au type "Groupe" portant la mention "Sénégal et Dépendances". Avec la série Faidherbe - Palmiers - Ballay de 1906 commence l'émission de timbres avec la simple mention "Sénégal".



*1887, Timbres des colonies générales françaises surchargés d'une nouvelle valeur pour emploi au Sénégal (facsimilés issus du site Delcampe)*



*1892, Timbres avec la mention "Sénégal et Dépendances"*

Au Sénégal, un personnage qui a eu son importance est Blaise Diagne (1872-1934). Il est le premier député noir siégeant à l'Assemblée de Paris. Jusqu'à la première guerre mondiale, la colonie du Sénégal pouvait élire un député à l'Assemblée nationale. C'était toujours un Blanc ou un métis, jusqu'à ce que Blaise Diagne parvienne en 1914 à se faire élire.

En 1916, la France a un besoin urgent de nouvelles troupes pour résister aux offensives allemandes, et enrôle un grand nombre de Sénégalais dans son armée. Ce sont les célèbres BTS (*bataillons de tirailleurs sénégalais*), qui vont se battre vaillamment dans les deux guerres. Mais Diagne fait voter le 29 septembre 1916 une loi qui accorde la citoyenneté française aux indigènes sénégalais vivant dans les quatre centres les plus évolués du Sénégal : Dakar, Gorée, Saint-Louis et Rufisque. Son raisonnement est simple : si les Sénégalais peuvent être appelés à servir dans l'armée française, la moindre des choses est qu'ils soient... Français.

En 1918, il est nommé commissaire général au recrutement indigène. Il parvient à convaincre des dizaines de milliers de Sénégalais de s'engager volontairement pour la France, en leur promettant qu'ils accéderont à la citoyenneté mais ce n'est finalement qu'en 1946 que la citoyenneté française est accordée à tous les ressortissants de l'Union française qui vient d'être instituée.

Blaise Diagne termine sa carrière comme maire de Dakar, de 1924 jusqu'à sa mort en 1934.



*Sénégal, 1967, n° 293  
Blaise Diagne*



*Sénégal, 2014, n°s 1855, 1857 & 1858  
Blaise Diagne et les tirailleurs sénégalais*

## 9) Le Togo

Le Togo n'a officiellement jamais été une des composantes de l'AOF, mais je l'inclus dans ce livre parce que géographiquement, il en fait partie.

Dans sa tentative d'égaliser la France et la Grande-Bretagne comme puissance coloniale, l'Allemagne s'intéresse dans les années 1880 au Togo, et l'explorateur allemand Gustav Nachtigal signe un traité avec le chef local du Togo, qui place le territoire sous protectorat allemand. La conférence de Berlin (1884-1885) confirme les droits allemands sur le Togo.



*Allemagne, 1934, n° 500*



*Tchad, 1969, P.A. n° 54  
Gustav Nachtigal*



*Tchad, 2000, n° 1226*

Jusqu'à la première guerre mondiale, ce sont les timbres coloniaux allemands qui sont employés au Togo.



*Togo, timbres émis entre 1897 et 1914 par les autorités allemandes*

Dès le début de la première guerre mondiale, la garnison allemande du Togo doit capituler face à une opération conjointe franco-britannique, et le 27 août 1914, le Togo est partagé entre ces deux pays.

Les timbres employés jusqu'au partage officiel de la Société des Nations en 1919 sont :

- Des timbres du Togo allemand avec la surcharge française "TOGO Occupation franco-anglaise" ou anglaise "TOGO Anglo-French Occupation".



*1914, timbres du Togo allemand avec la surcharge française "TOGO Occupation franco-anglaise" ou anglaise "TOGO Anglo-French Occupation" (facsimilés issus du site Delcampe)*

- Pour la partie anglaise, à partir de 1915, des timbres de la Côte-de-l'Or (Gold Coast) avec la surcharge "TOGO Anglo-French Occupation".



1915-1916, timbres de la Côte-de-l'Or avec la surcharge "TOGO Anglo-French Occupation"

- Pour la partie française, à partir de 1916, des timbres du Dahomey avec la surcharge "TOGO Occupation franco-anglaise".



1916, timbres du Dahomey avec la surcharge "TOGO Occupation franco-anglaise"

Le Togo français va émettre ses propres timbres à partir de 1921, le Togoland anglais va employer les timbres de la Côte-de-l'Or voisine à partir de 1920.

En 1919, après la guerre, le Togo est placé sous la tutelle de la Société des Nations, qui confirme le partage entre la partie orientale qui devient le Togo français et la partie occidentale qui devient le Togoland britannique.

Après la deuxième guerre mondiale, les Nations-Unies remplacent la Société des Nations, et le partage est une nouvelle fois confirmé. Dans le Togoland britannique, un référendum est organisé le 9 mai 1956, et une nette majorité choisit l'union avec la Côte-de-l'Or, qui devient indépendante le 6 mars 1957 sous le nom de Ghana.

## II. L'A.O.F.

C'est le 16 juin 1895 qu'est officiellement créée une nouvelle entité, l'Afrique occidentale française, qui regroupe initialement les colonies du Sénégal, de la Guinée, du Soudan français, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey. Les deux premiers gouverneurs-généraux de l'AOF, Chaudié et Ballay, sont également gouverneurs du Sénégal, et résident à Saint-Louis.

Les deux fonctions sont dissociées en 1902, et la capitale de l'AOF est déplacée vers Dakar. La véritable organisation administrative commence en 1904. Chaque colonie est placée sous l'autorité d'un lieutenant-gouverneur, responsable devant le gouverneur-général de Dakar.

Je ne reviendrai pas ici sur les différents découpages qui ont eu lieu entre 1904 et 1920 : ils ont déjà été abordés dans le premier chapitre, où chaque colonie a été traitée à part.

En 1920, trois nouveaux territoires sont érigés en colonie et intégrés dans l'AOF : La Haute-Volta, la Mauritanie et le Niger.

La philatélie suit de près cette évolution :

- Il y a d'abord la fameuse série Faidherbe - Palmiers - Ballay, que nous avons déjà rencontrée plusieurs fois dans le premier chapitre. Elle est émise dans les cinq colonies de l'AOF (Le Soudan français est devenu entretemps le Haut-Sénégal et Niger) et en Mauritanie. Plusieurs de ces timbres ont déjà été montrés dans le chapitre précédent.

- En 1912, les timbres au type "Groupe" sont surchargés avec une nouvelle valeur dans quatre colonies de l'AOF : Côte d'Ivoire, Dahomey, Guinée et Sénégal.



*Côte d'Ivoire      Dahomey      Guinée      Sénégal*  
*1912, Timbres au type "Groupe" surchargés avec une nouvelle valeur*

- À partir de 1913 commencent les séries-fleuves de timbres dessinés par le peintre et illustrateur Joseph de La Nézière. Ces timbres, d'aspect plus que médiocre, ont eu une longévité étonnante, car ils seront employés dans chaque colonie jusque loin dans les années 1930, avec l'émission de nombreuses nouvelles valeurs et des surcharges (Croix-Rouge, nouvelles valeurs faciales, etc.). Ces timbres portent tous la mention "Afrique occidentale française" et le nom de la colonie. Pour la Haute-Volta, le Niger et le Soudan français, le nom de la colonie est apposé en surcharge sur les timbres du Haut-Sénégal et Niger.



*Côte d'Ivoire*  
*La lagune Ébrié*



*Mauritanie*  
*Indigène Haoussa traversant le désert*



*Sénégal*  
*Marché indigène*



*Haut-Sénégal & Niger*



*Haute-Volta*



*Niger*



*Soudan français*

*Targui*



*Dahomey*



*Togo*



*Guinée*

*Indigène grim pant à un cocotier*

*Gué à Kitim*

*Exemples des grandes séries dessinées par Joseph de La Nézière, employées dans les différentes composantes de l'AOF jusque loin dans les années 1930*

Ce n'est qu'à partir des années 1935 que ces timbres sont progressivement remplacés par des figurines d'une qualité nettement supérieure, montrant des éléments typiques de chaque colonie.

Un cas spécial concerne la Haute-Volta, qui n'est reconnue qu'en 1919 comme colonie française à part entière. Elle utilisait jusqu'alors les timbres du Haut-Sénégal et Niger. Dans l'entre-deux-guerres, la Haute-Volta n'a ses propres timbres qu'entre 1920 et 1932. La colonie est à nouveau dissoute en 1932, et son territoire est partagé entre le Niger, le Soudan français et la Côte d'Ivoire, dont les différents timbres sont utilisés. La colonie ne sera reconstituée qu'en 1947.

La philatélie de l'AOF se caractérise surtout par le nombre important de grandes séries coloniales, émises entre 1931 et 1944 dans toutes les possessions françaises du monde entier, donc aussi en Afrique occidentale. Nous allons survoler ces séries, pour la plupart formées de très beaux timbres, identiques dans toutes les colonies.

1) L'exposition coloniale de Paris (1931, les huit colonies de l'AOF + Togo).



*Timbres de l'exposition coloniale de Paris (1931)*

2) L'exposition internationale de Paris (1937, les sept colonies de l'AOF, la Haute-Volta ayant cessé d'exister, + Togo).



*Timbres de l'exposition internationale de Paris (1937)  
Dans toutes les colonies, chaque série est accompagnée d'un bloc*

3) Pierre et Marie Curie (1938, les sept colonies de l'AOF + Togo).



*Timbre de Pierre et Marie Curie (1938)*

4) René Caillié (1939, les sept colonies de l'AOF + Togo).



*Timbres de René Caillié (1939)*

5) Exposition internationale de New York (1939, les sept colonies de l'AOF + Togo).



*Timbres de l'exposition internationale de New York (1939)*

6) 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française (1939, les sept colonies de l'AOF + Togo)



*Timbres du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française (1939)*

Pendant la deuxième guerre mondiale, le régime du maréchal Pétain à Vichy a encore fait émettre cinq grandes séries coloniales entre 1941 et 1944. La toute grande majorité de ces timbres, émis en France, n'a jamais quitté le sol français, et extrêmement rares sont les timbres qui sont parvenus dans les colonies, dont la plupart s'étaient progressivement ralliées à la France Libre. Ces timbres n'existent donc pratiquement pas oblitérés sur du courrier ayant réellement voyagé. Ces émissions ne sont rien de plus qu'un effort désespéré de propagande de Vichy, pour donner l'impression que l'entièreté du monde colonial français restait fidèle à Pétain.

Ces cinq séries sont :

- Défense de l'Empire (1941)
- Secours national (1941)
- Maréchal Pétain (1941)
- Protection de l'enfance – Quinzaine impériale (1942)
- Œuvres coloniales (1944)



*Timbres de la série "Défense de l'Empire" (1941)*



*Timbres de la série "Secours national" (1941)*



*Timbres de la série "Maréchal Pétain" (1941)*



*Timbres de la série "Protection de l'enfance - Quinzaine impériale" (1942)*



*Timbres de la série "Œuvres coloniales" (1944)*

L'AOF a été un des derniers territoires de l'Empire colonial français à rejoindre le camp de la France Libre et des Alliés. La raison en est la "Bataille de Dakar", du 23 au 25 septembre 1940. Le général de Gaulle avait déjà obtenu rapidement l'adhésion de plusieurs colonies de l'Afrique équatoriale française, et il espérait que l'AOF se joindrait également à lui. Mais l'escadre franco-britannique, avec de Gaulle à son bord, est refoulée par les armes par la garnison française de Dakar, fidèle à Vichy.

Cette attaque franco-britannique, qui a fait de nombreuses victimes, a pendant longtemps laissé au Sénégal un vif ressentiment contre les Britanniques, ce qui fait que l'AOF a été un des derniers territoires coloniaux à rejoindre le camp des Alliés.

Dès le ralliement de la grande majorité des colonies françaises, deux nouvelles grandes séries coloniales ont été émises, non plus par le régime agonisant de Vichy, mais par la France Libre : ce sont les séries "Entraide française", avec l'effigie de Marianne (1944), et la série consacrée à Félix Éboué, le gouverneur général du Tchad, qui fut le premier à se rallier au général de Gaulle, dès le 26 août 1940 (1945).

Les colonies de l'AOF n'émettent plus leurs propres timbres, qui sont remplacés par des émissions générales pour toute l'AOF, valables dans toutes les colonies. Le Togo, ne faisant officiellement pas partie de l'AOF, continue à émettre ses propres timbres.



*AOF, 1944, n° 1*

*Timbre de la série coloniale "Entraide française" (1944)*



*AOF, 1945, n°s 2 & 3*

*Timbre de la série coloniale "Félix Éboué" (1945)*

Après la guerre, la France se rend rapidement compte que le temps colonial appartient définitivement au passé, et commence à organiser l'émancipation progressive de ses possessions d'outre-mer.

Le 25 avril 1946, la loi Lamine Guèye est votée, qui fait de tous les ressortissants des territoires d'outre-mer des citoyens français à part entière.

La même année, le FIDES est institué (fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer) qui permet de donner des crédits peu coûteux aux ex-colonies. Ce FIDES est en 1956, pour son dixième anniversaire, l'objet d'une nouvelle grande série coloniale. Ce sera la dernière avant l'indépendance des colonies. L'AOF émet huit timbres dans cette série, représentant chaque fois une réalisation locale grâce au programme FIDES.



*Mauritanie*



*Guinée*



*Haute-Volta*



*Niger*



*Sénégal*



*Soudan français*



*Dahomey*



*Côte d'Ivoire*



*Togo*

*AOF, 1956, n°s 54/61 & Togo, n° 259*

*10<sup>e</sup> anniversaire du FIDES. Développement réalisé dans chaque colonie grâce au FIDES*

Et toujours en 1946, le 27 octobre, en même temps qu'est créée la Quatrième République, la France réorganise son empire colonial en créant l'*Union française*. C'est une association entre la France elle-même, les départements d'outre-mer (comme la Guadeloupe et la Réunion), les anciennes colonies, les territoires des Nations-Unies sous mandat français (comme le Togo) et les États associés, comme le Cambodge et le Laos. Tous les ressortissants de cette Union française possèdent automatiquement le statut de citoyen français.

Cette Union s'avère cependant rapidement un échec : les guerres d'Indochine et d'Algérie démontrent clairement la différence entre la théorie et la pratique. Le Maroc et la Tunisie ont toujours refusé d'adhérer, et quand plusieurs pays quittent l'Union, comme le Cambodge en 1955 et le Laos en 1957, elle perd sa raison d'exister. Lorsque la Cinquième République est instaurée par de Gaulle à Paris en 1958, elle est remplacée par la *Communauté française*.

Dans cette Communauté française, les anciennes colonies reçoivent une bien plus grande autonomie, mais elle non plus n'aura pas une longue existence, car rapidement, ces anciennes colonies ne s'accoutument plus d'une large autonomie et demandent l'indépendance totale.

### III. L'indépendance

La Communauté française, instaurée en 1958, est un ensemble d'États souverains et autonomes, sauf en ce qui concerne la politique étrangère, la défense et les finances, qui restent "un domaine commun", ce qui signifie en fait que ces trois départements restent gérés par Paris. Les ex-colonies adhérentes deviennent cependant, malgré ces restrictions, officiellement des "États indépendants".

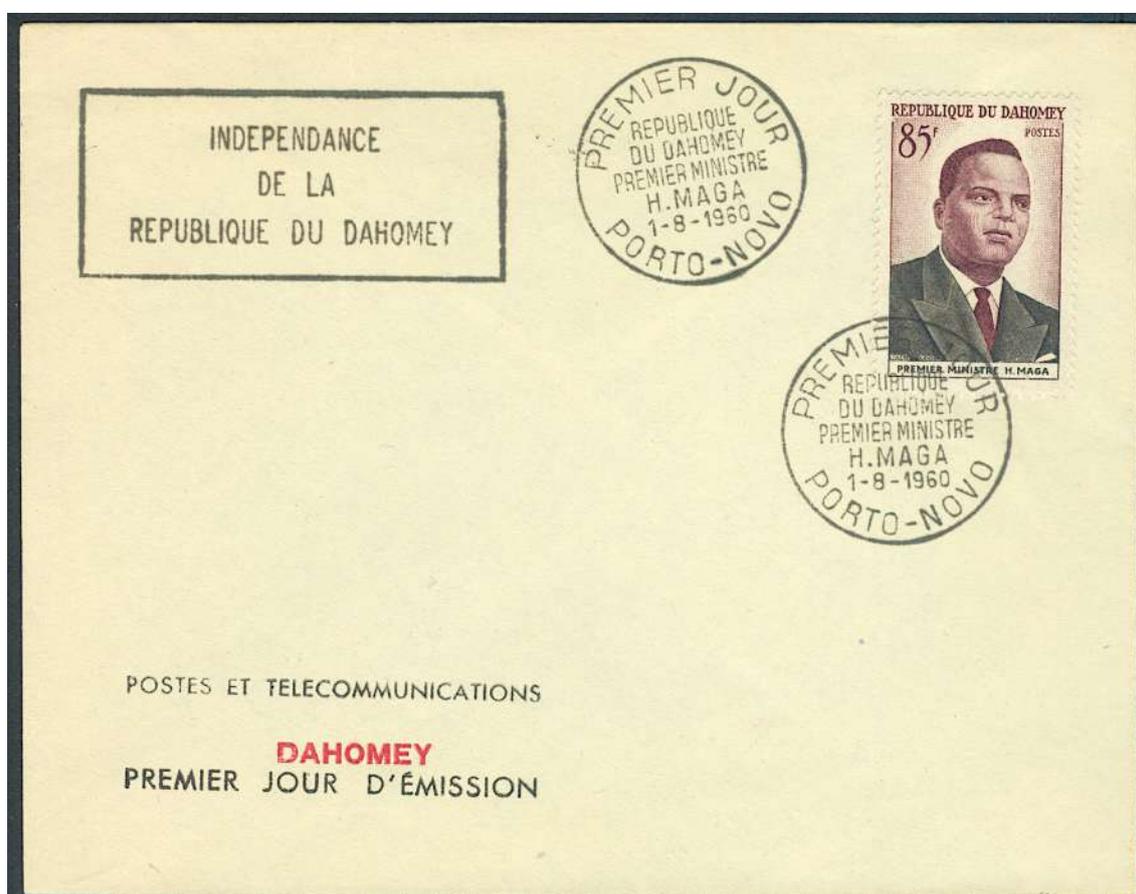
Des huit colonies composant l'AOF, toutes ont accepté d'adhérer à cette Communauté française, sauf la Guinée.

Ici aussi, comme dans le premier chapitre, chaque pays sera traité à part, car l'évolution a été extrêmement différente d'un territoire à l'autre.

#### 1) Le Dahomey / Bénin



*Dahomey, 1969, P.A. n° 105  
Les armes de la République du Dahomey*



*1960, FDC avec le timbre n° 158 (Hubert Maga), pour commémorer l'indépendance*

Le Dahomey, après avoir proclamé son adhésion à la Communauté française le 28 septembre 1958, devient, toujours dans le sein de la Communauté, le 4 décembre 1958 un pays indépendant. Il quitte la Communauté française le 1<sup>er</sup> août 1960 et devient dès lors complètement indépendant. Le premier président de la République du Dahomey est Hubert Maga.



*Dahomey, 1960, n° 158*



*Dahomey, 1960, n° 167*

*Hubert Maga*

Jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le Dahomey va connaître une instabilité chronique, avec une succession régulière de coups d'État.

Hubert Maga est destitué en 1963, et remplacé par Christophe Soglo. Celui-ci cède la présidence en 1964 à Sourou Migan Apithy, mais la reprend en 1965.



*Dahomey, 1965, n°s 229/230*  
*Deuxième anniversaire du coup d'État*  
*de Christophe Soglo, le 28 octobre 1963*



*Bénin, 2013, n°s 1226/1227*  
*Le président Sourou Migan Apithy*

Après plusieurs présidences éphémères, la plus importante est celle de Mathieu Kérékou, qui occupera la présidence d'abord de 1972 à 1991, ensuite de 1996 à 2006.



*Dahomey, 1973, n°s 333/334*  
*Premier anniversaire de la prise du pouvoir*  
*par Kérékou, le 26 octobre 1972*



*Bénin, 1983, n° 557*  
*Le président Kérékou avec François Mitterrand*

Kérékou prononce en 1974 son adhésion officielle au marxisme-léninisme, et le 30 novembre 1975, il remplace le nom de son pays qui, devient maintenant la République populaire du Bénin.

Le Bénin devient un pays à parti unique, où toute opposition est muselée. Cette politique d'extrême-gauche provoque une terrible crise économique, au point que Kérékou est contraint, en 1989, d'avouer son échec et de renoncer au communisme dans son pays. En 1990, le Bénin voit un retour à la démocratie et au multipartisme.



*Bénin, 1976, n°s 364/366  
Proclamation de la République populaire du Bénin,  
le 30 novembre 1975*

Ce retour à la démocratie donne des élections plus ou moins normales en 2006, avec l'accession à la présidence de Thomas Boni Yayi (2006-2016), ensuite de Patrice Talon à partir de 2016.



*Bénin, 2013, n°s 1224/1225  
Le président Thomas Boni Yayi*

## 2) La Côte d'Ivoire



*Côte d'Ivoire, 1964, P.A. n° 32  
Les armes de la République de Côte d'Ivoire*

La Côte d'Ivoire suit un chemin similaire à celui du Dahomey : ayant accepté d'adhérer à la *Communauté française* créée par de Gaulle en 1958, la Côte d'Ivoire devient un État autonome en décembre 1958 et accède à la pleine indépendance le 7 août 1960.



*Côte d'Ivoire, 1980, n° 558  
20<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance. Vue d'Abidjan*

Le premier président de la République de Côte d'Ivoire est Félix Houphouët-Boigny.



*Côte d'Ivoire, 1959, n° 180*



*Côte d'Ivoire, 1965, n° 237  
Le président Félix Houphouët-Boigny*



*Côte d'Ivoire, 1983, n° 676*

Félix Houphouët-Boigny a été, avec Léopold Sédar Senghor au Sénégal, la figure principale de la période post-coloniale en Afrique occidentale française. Député français depuis 1945, plusieurs fois ministre dans les gouvernements français à partir de 1956, il joue en Côte d'Ivoire un rôle important dans la difficile évolution vers l'autonomie et l'indépendance.

Il occupera la présidence de la Côte d'Ivoire de 1960 jusqu'à sa mort en 1993. Il règne en véritable dictateur pendant trois décennies, ne tolérant aucune opposition ou critique. Son despotisme politique est cependant toléré et accepté aussi bien par la majorité de la population ivoirienne que par l'étranger, car son libéralisme économique et ses relations étroites avec la France font de la Côte d'Ivoire un pays prospère. Même si son régime est despotique, son bilan est nettement positif.

Mais la croissance économique stagne dans les années 1980, et la Côte d'Ivoire entre dans une grande crise économique. L'opposition, muselée depuis vingt ans, relève la tête. Houphouët-Boigny est de plus en plus critiqué pour la corruption de son régime, pour son propre enrichissement et pour sa vie fastueuse, qui atteint un niveau scandaleux.

Devenu véritablement mégalomane, il transfère en 1983 la capitale de son pays d'Abidjan à son village natal, Yamoussoukro. Il y fait construire des édifices démesurés, comme une basilique catholique qui est une des plus grandes églises du monde. Sa mégalomanie grandissante se reflète également dans le grand nombre de timbres à son effigie qu'il fait émettre.



*1974, n° 371*



*1974, n°s 376/377*



*1976, n°s 414/415*





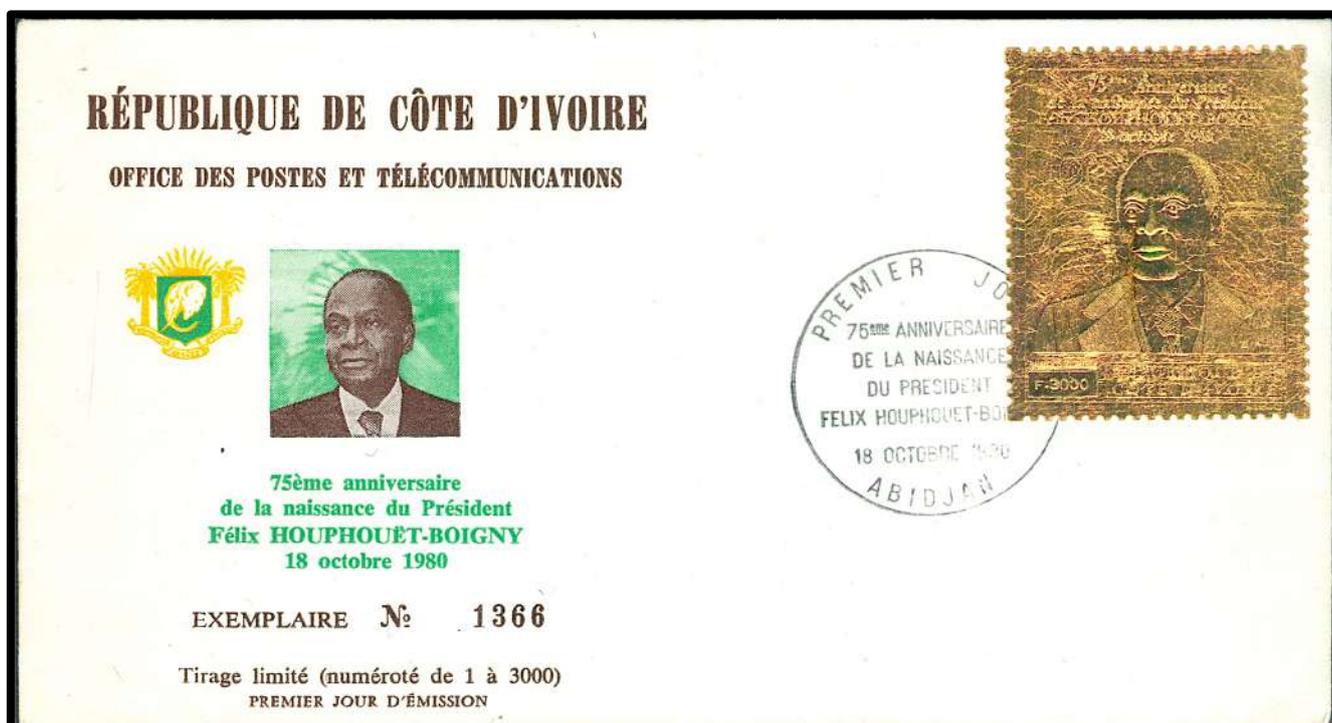
1986, n°s 746/755



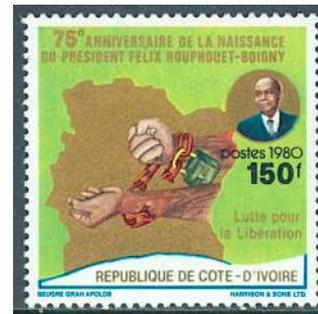
Côte d'Ivoire, 1976, n°s 431/433

*Quelques-uns des nombreux timbres d'usage courant émis à la gloire du président Houphouët-Boigny*

La mégalomanie de plus en plus prononcée du président est très bien illustrée par le timbre en or qu'il fait émettre en 1980, pour son 75<sup>e</sup> anniversaire.



1980, FDC avec le timbre P.A. n° 76  
75<sup>e</sup> anniversaire du président Houphouët-Boigny



*Côte d'Ivoire, 1980, n°s 560/564  
75<sup>e</sup> anniversaire du président Houphouët-Boigny*

Devant le progrès rapide de l'opposition, il est contraint de démocratiser son régime et de revenir au multipartisme. Il meurt le 7 décembre 1993, âgé de 88 ans.

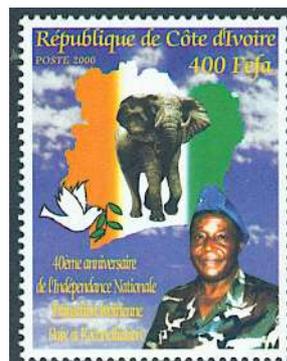


*Côte d'Ivoire, 1986, n° 781*

*Côte d'Ivoire, 1986, n° 784*

*Encore deux exemples des nombreux timbres émis à la gloire du président Houphouët-Boigny*

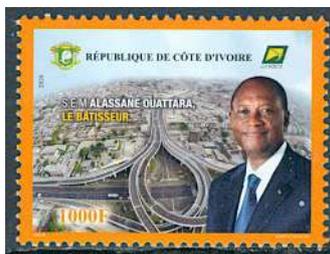
La mort de Houphouët-Boigny est suivie par une longue - presque vingt ans - période d'instabilité. Son successeur est Henri Konan Bédié, dont la présidence est entachée d'une corruption massive et d'importants détournements de fonds. Il est renversé le 24 décembre 1999 par un coup d'État militaire, dirigé par le général Robert Guéï, qui s'installe à la présidence. Mais Guéï est battu aux élections de 2000, et sera assassiné en 2002.



*Côte d'Ivoire, 2000, n°s 1044/1045  
Le général Robert Guéï*

Le successeur de Guéï est Laurent Gbagbo, qui occupe la présidence de 2000 à 2010. La Côte d'Ivoire dépérit progressivement et la corruption règne partout. À la crise économique s'ajoute une crise politico-militaire, où des ambitions contradictoires rendent tout gouvernement efficace impossible. Une guerre civile avec des poussées et des accalmies détruit progressivement le pays. Les infrastructures se détériorent, l'hygiène publique et le système sanitaire deviennent déplorables, l'enseignement est négligé depuis l'école primaire jusqu'à l'université.

Le fonds de l'abîme se situe aux élections de 2010, car deux candidats se proclament vainqueur : le président sortant Laurent Gbagbo et son rival Alassane Ouattara. Gbagbo est reconnu en Côte d'Ivoire, tandis que la communauté internationale reconnaît Ouattara. Une véritable guerre civile s'ensuit, qui ne finit qu'en 2011 avec de nouvelles élections, qui cette fois-ci sont favorables à Ouattara. Celui-ci remporte également les élections de 2015 et 2020, mais Gbagbo revient à la charge. Il a été déféré fin 2011 devant la Cour pénale internationale de La Haye, mais après plus de sept années d'incarcération aux Pays-Bas, il est finalement acquitté en 2019 par manque de preuves. Son retour en Côte d'Ivoire ne laisse pas présager un avenir serein.



*Côte d'Ivoire, 2020, Michel n°s 1654/1657  
Le président Alassane Ouattara*

### 3) La Haute-Volta / Burkina Faso

Ici aussi, le même chemin est suivi : le 11 décembre 1958, autonomie dans le sein de la Communauté française, et le 5 août 1960, proclamation de l'indépendance complète. Ouezzin Coulibaly avait été pressenti pour diriger le pays, mais il meurt le 7 septembre 1958, et c'est Maurice Yaméogo qui le remplace.

Comme dans plusieurs ex-colonies de l'AOF, Yaméogo installe un régime à parti unique, vit dans le faste, et une corruption généralisée règne dans le pays.



*Haute-Volta, 1959, n° 70  
Ouezzin Coulibaly*

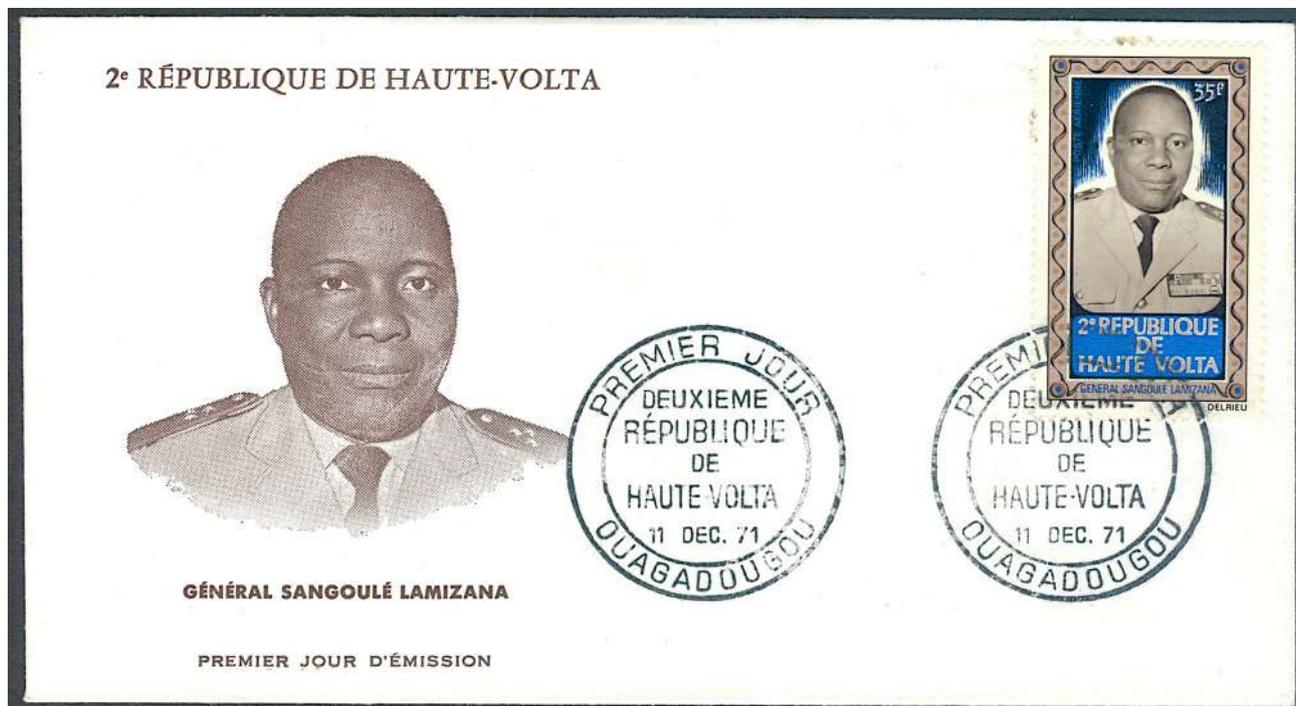


*Haute-Volta, 1960, n° 89*



*Haute-Volta, 1966, n° 147  
Maurice Yaméogo*

En 1966, il est renversé par un coup d'État militaire, et le général Sangoulé Lamizana prend la présidence, qu'il va occuper jusqu'en 1980. Il est à son tour renversé le 25 novembre 1980 par un nouveau coup d'État militaire, dirigé par Saye Zerbo. Les putschs militaires se succèdent ensuite, jusqu'à la prise du pouvoir par Thomas Sankara, qui occupe la présidence en 1983.



*1971, FDC avec le timbre P.A. n° 98  
Le président Sangoulé Lamizana*



*Burkina Faso, 2014, n° 1420  
Le président Seye Zerbo*



*Burkina Faso, 1984, n° 639B  
Le président Thomas Sankara*

Le 4 août 1984, Sankara donne un nouveau nom à la Haute-Volta, qui devient le Burkina Faso (= Pays des hommes intègres). Sankara est à son tour renversé le 15 octobre 1987, et assassiné pendant le coup d'État. Son successeur à la présidence est Blaise Compaoré, qui y restera jusqu'en 2014.

Après une période de transition, caractérisée par plusieurs tentatives de coup d'État, les élections de 2015 donnent la présidence à Roch Marc Christian Kaboré, qui est à son tour renversé le 24 janvier 2022 par le général Damiba.

À la seule exception du président Kaboré, le pays n'a connu depuis 1966 que des présidents issus de l'armée, arrivés au pouvoir par coup d'État militaire...



*Burkina Faso, 2014, n° 1421  
Armoiries du Burkina Faso*

## 4) La Guinée

La Guinée suit un tout autre chemin. Poussée en cela par son leader charismatique Ahmed Sékou Touré, elle est la seule des ex-colonies de l'AOF qui refuse d'adhérer à la Communauté française, et de proclamer son indépendance totale sous le nom de République de Guinée le 2 octobre 1958, avec Sékou Touré comme président.



*Guinée, 1958, n°s 1/2  
Proclamation de l'indépendance le 2 octobre 1958*



*Guinée, 1960, n°s 41/42  
Deuxième anniversaire de l'indépendance*



*Guinée, 1961, n°s 60/62  
Troisième anniversaire de l'indépendance*

À cause de cette défection de la Guinée, la France arrête toute coopération avec le pays, qui plonge dans une grave crise économique.

Sékou Touré se tourne alors vers les pays communistes comme l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est, dont il reçoit beaucoup d'aide. En contrepartie, Sékou Touré est obligé de copier son régime sur celui de ses alliés, et d'adopter le système socialo-communiste à parti unique.



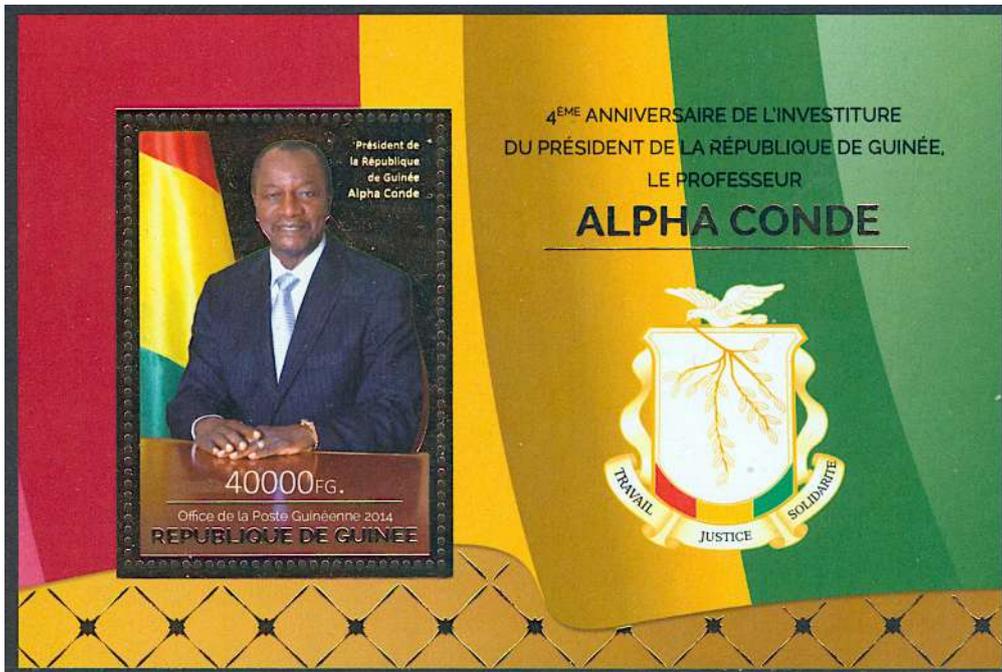
*Guinée, 1959, n°s 3/7*



*Guinée, 1977, n°s 590, 594 & 595  
Le président Ahmed Sékou Touré*

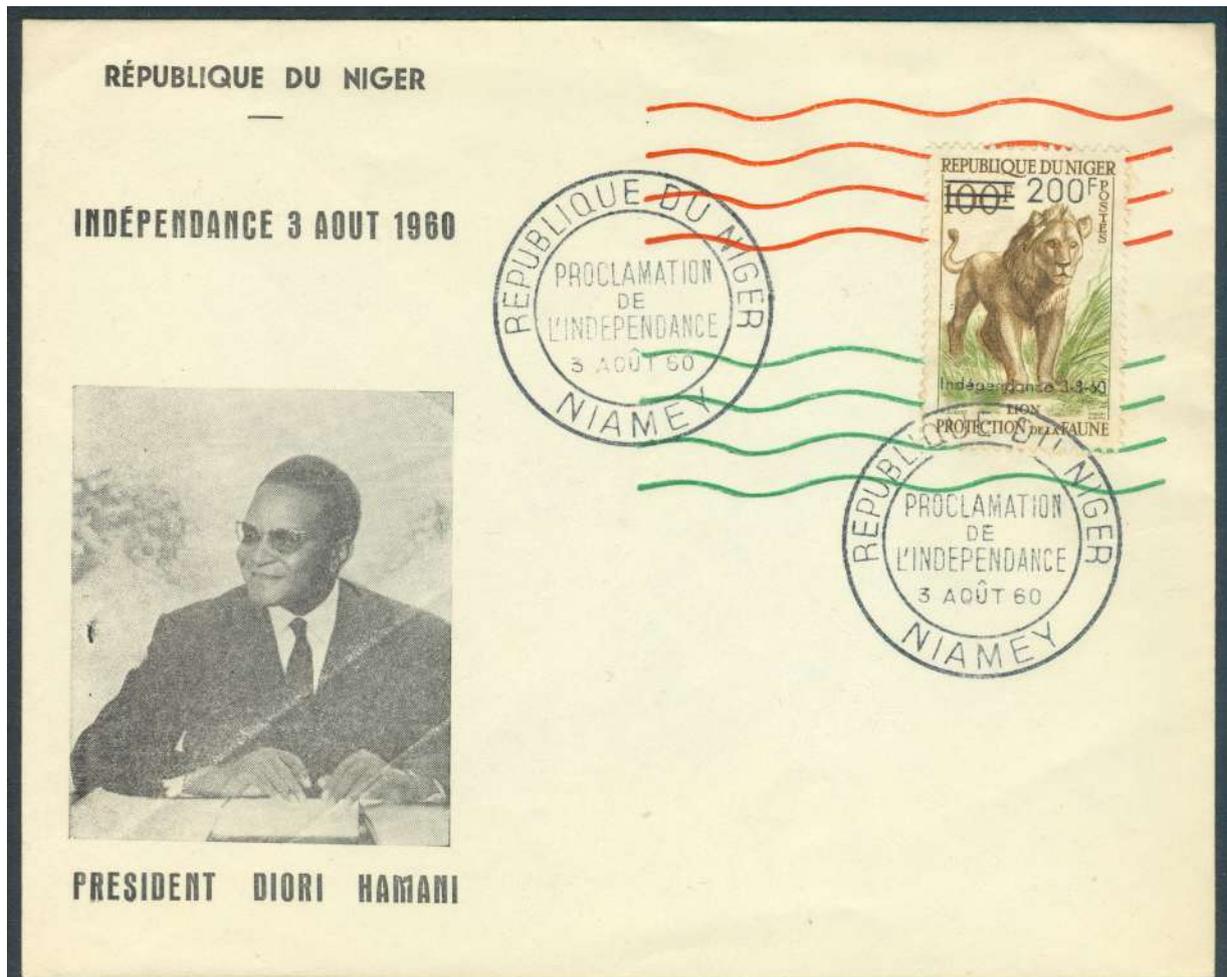
Après la mort de Sékou Touré le 26 mars 1984, le colonel Lansana Conté prend le pouvoir. Il occupe la présidence jusqu'à sa mort fin 2008. Il s'ouvre au capitalisme occidental et pratique une politique économique libérale.

Sa mort est suivie par une période d'anarchie, pendant laquelle les militaires se disputent le pouvoir, jusqu'à l'élection du nouveau président Alpha Condé fin 2010. Condé occupe la présidence jusqu'à son renversement par l'armée, commandée par Mamadi Doumbouya, le 5 septembre 2021.



*Guinée, 2015, bloc Michel 2502  
Le président Alpha Conde*

## 5) Le Niger



*1960, FDC avec le timbre n° 111  
Proclamation de l'indépendance, mentionnée en surcharge sur le timbre-poste*



Niger, 1970, P.A. n° 99



Niger, 1985, n° 685

*Armoiries du Niger*

Le Niger accède le 18 décembre 1958 à l'autonomie dans le cadre de la Communauté française, et proclame son indépendance le 3 août 1960. Le premier président est Hamani Diori.



Niger, 1961, n° 112



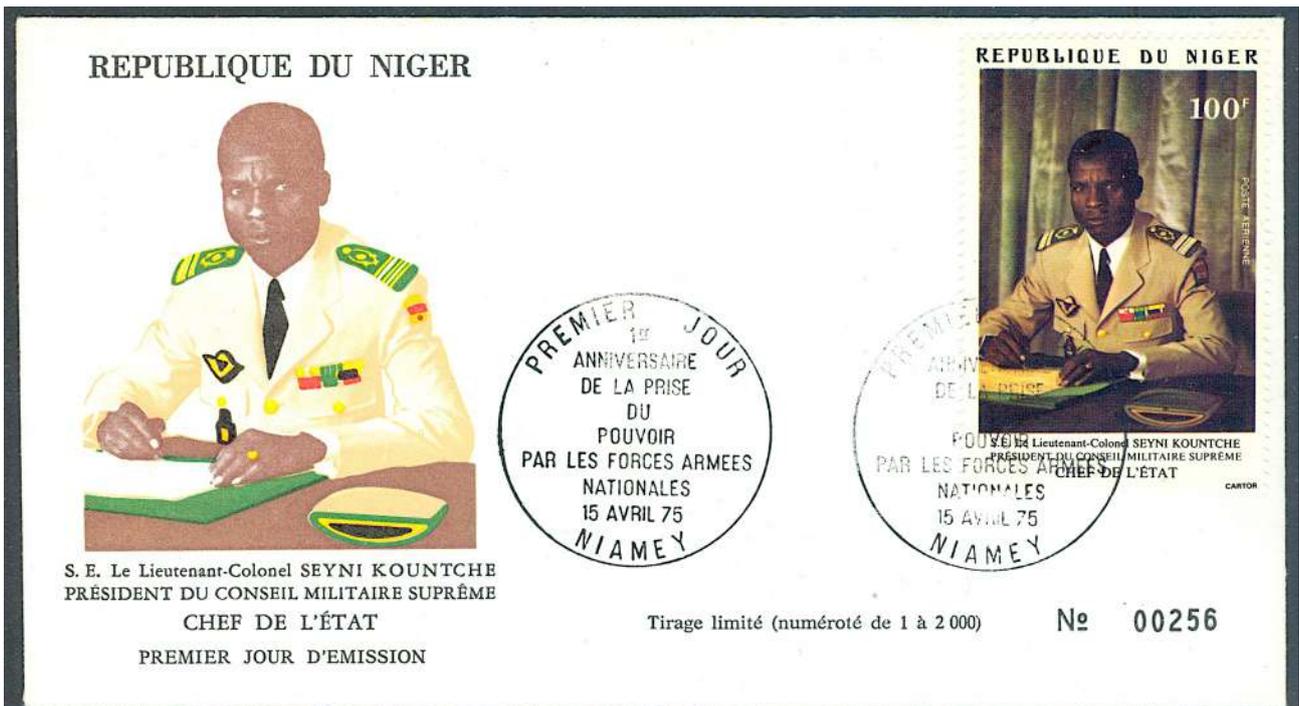
Niger, 1962, n° 118

*Le président Diori Hamani*



Niger, 1972, P.A. n° 173

Dior Hamani est renversé le 15 avril 1974 par un coup d'État militaire. Le lieutenant-colonel Seyni Kountché prend le pouvoir et il reste à la tête de l'État jusqu'à sa mort le 11 novembre 1987.



1975, FDC avec le timbre P.A. n° 253

*Seyni Kountché*



*Niger, 1976, n°s 359/360  
Deuxième anniversaire du coup d'État de 1974*

Après Kountché, les présidences vont se succéder à un rythme plus ou moins rapide. Nous pouvons les suivre sur les timbres-poste du Niger :

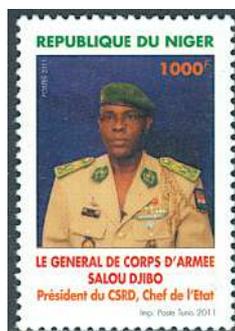
- Ali Saibou (1987-1993)
- Mahamane Ousmane (1993-1996)
- Ibrahim Baré Maïnassara (1996-1999)
- Mamadou Tandja (1999-2010)
- Salou Djibo (2010-2011)
- Mahamadou Issoufou (2011-2021)
- Mohamed Bazoum (2021-2023)



*1989, n° 772  
Ali Saibou*



*1997, n° 1024  
Ibrahim Baré Maïnassara*



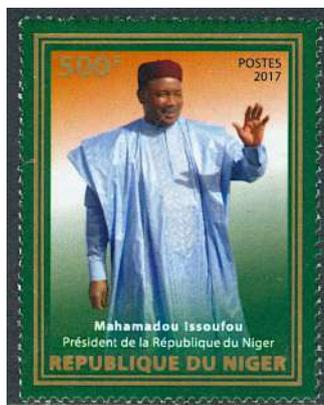
*2006, n° 1665  
Mamadou Tandja*



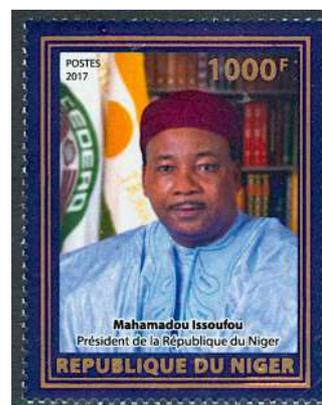
*2011, n° 1687  
Salou Djibo*



*2013, n° 1788*



*2017, Michel n°s 5361/5362  
Mahamadou Issoufou*



Tout ne se passe pas toujours dans le calme et la sérénité : Ousmane est renversé par un putsch militaire, Maïnassara est assassiné en 1999 et Tandja est renversé en 2010 par un coup d'État militaire...

## 6) Le Sénégal



*Sénégal, 1985 n° 623  
Armoiries du Sénégal*

Le 28 septembre 1958, le Sénégal obtient son autonomie dans le sein de la Communauté française. Le Soudan français avait lui aussi donné son accord, et en avril 1959, les deux ex-colonies fusionnent pour former la *Fédération du Mali*. Cette fédération, qui a Dakar comme capitale, obtient son indépendance complète le 20 juin 1960, mais il s'avère rapidement que la fédération du Mali n'est pas viable, à cause du déséquilibre économique et de nombreuses rivalités personnelles. Le démembrement de la fédération est prononcé le 20 août 1960, et les deux composantes, Sénégal et Mali, sont maintenant deux pays séparés.



*Sénégal, 1961, n° 204  
Fête de l'indépendance*

Au Sénégal, c'est une grande figure de la politique africaine qui devient président : Léopold Sédar Senghor. Grand poète et écrivain, il est le premier Africain à siéger à l'Académie française. Avant l'indépendance du Sénégal, il avait été député et ministre en France.

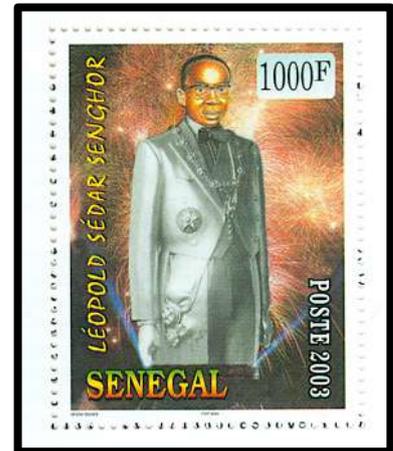


*Sénégal, 1996, n°s 1217A/1217B*

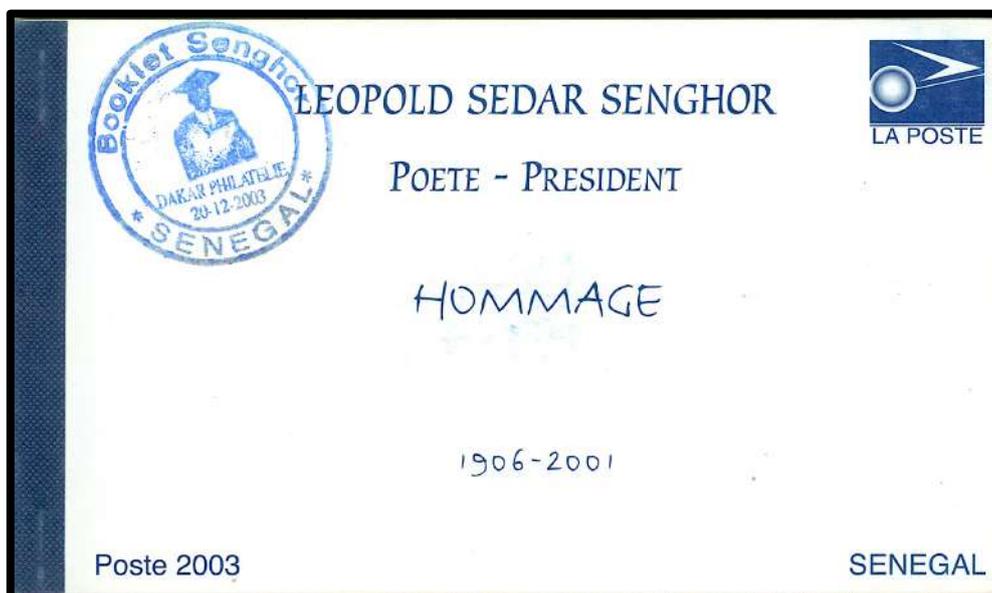


*Sénégal, 2006, n°s 1755/1756*

*Le président Léopold Sédar Senghor*



*Sénégal, 2003, n°s 1700/1702  
Le président Léopold Sédar Senghor  
Timbres provenant du carnet de prestige émis en 2003*



*Le carnet de prestige (dimensions réduites)*

Sa politique a toujours été de favoriser une coopération culturelle, économique et commerciale avec la France. Cette politique provoque la plus grande crise de son régime en 1963, quand il fait arrêter Mamadou Dia, le président du Conseil et plusieurs de ses ministres parce qu'ils s'opposaient à cette intense coopération avec la France. Il passera de nombreuses années en prison. C'est la seule grave dérive de Senghor dans sa recherche d'un système démocratique viable dans son pays.

Senghor démissionne fin 1980 et il est remplacé par Abou Diouf, qui occupe la présidence de 1981 à 2000. Il prolonge la politique démocratique et libérale de son prédécesseur. Puis vient la présidence d'Abdoulaye Wade, de 2000 à 2012. Celui-ci modernise son pays, améliore les infrastructures et développe l'hygiène et l'instruction publique dans son pays. Mais lorsqu'il veut se représenter encore aux élections de 2012 malgré ses 85 ans, il constate une hostilité générale qui cause de violents affrontements. Il est battu par son opposant, Macky Sall, qui occupe en 2022 encore toujours la présidence.



*2003 FDC avec le timbre de France n° 3537*

*Le timbre représente le président Senghor, tandis que l'effigie du président Wade illustre l'enveloppe*

En 1981, le Sénégal aide le président Jawara de la Gambie à réprimer un putsch militaire, et en 1982 est fondée la *Confédération de la Sénégambie*. Cette confédération, où les deux pays gardent leur indépendance, est instaurée pour coordonner les politiques étrangères, pour améliorer les communications et pour développer les échanges commerciaux entre le Sénégal et la Gambie. Cette confédération sera dissoute le 30 septembre 1989.



*Sénégal, 1982, n°s 573/574  
Installation de la Confédération de Sénégambie*

Malgré quelques heurts et quelques entorses à la démocratie, le Sénégal est sans conteste le pays le plus stable de toutes les ex-colonies de l'AOF, n'ayant connu au total que quatre présidents, tous élus dans des élections sans bavures majeures.

## 7) Le Soudan français / Mali



*Mali, 1964, Service n° 15  
Armoiries du Mali*

Tout comme le Sénégal, le Soudan français obtient le 28 septembre 1958 son autonomie dans le sein de la Communauté française. En avril 1959, les deux ex-colonies fusionnent pour former la *Fédération du Mali*. Cette fédération, qui a Dakar comme capitale, aurait dû comprendre également le Dahomey et la Haute-Volta, mais ces deux territoires se sont retirés in extremis. Cette fédération, qui ne comprend plus que le Sénégal et le Soudan français, obtient son indépendance complète le 20 juin 1960, mais il s'avère rapidement que la fédération du Mali n'est pas viable, à cause du déséquilibre économique et de nombreuses rivalités personnelles. Le démembrement de la fédération est prononcée le 20 août 1960, et les deux composantes, le Sénégal et le Mali, sont maintenant deux pays séparés.



*Mali, 1959, n° 1  
Création de la Fédération du Mali (Sénégal et Soudan français)*

Le 22 septembre 1960 le Soudan français proclame lui aussi son indépendance, en dehors de la fédération, mais il garde le nom de Mali.



*Mali, 1961, n°s 10/12  
Création de la République du Mali, en dehors de l'ex-fédération du Mali  
Le texte "Fédération du Mali" est biffé et remplacé par "République du Mali"*

Le premier président en est Modibo Keita. La poste malienne a cependant tenu à honorer un deuxième politicien, Mamadou Konaté, qui a été un des principaux pionniers de l'indépendance du Mali, mais qui est mort en 1956, quatre ans avant d'avoir vu son objectif se réaliser.



*Mali, 1961, n° 13 & P.A. n° 9  
Mamadou Konaté*

*Mali, 1961, n° 14 & P.A. n° 10  
Modibo Keita*

Le 19 novembre 1968, Modibo Keita est renversé. Les coups d'État militaires vont se succéder au Mali, qui devient la plus mouvementée des ex-colonies, avec une instabilité chronique. Moussa Traore va occuper la présidence de 1968 à 1991. C'est une véritable dictature, avec un parti unique et lui seul comme unique candidat aux élections présidentielles. Puis viennent Amadou Toumani Touré, qui arrive lui aussi au pouvoir par un coup d'État, Alpha Oumar Konaré (1992-2002), et à nouveau Amadou Touré (2002-2012).

À partir de 2010, les forces islamistes d'Al Qaida deviennent de plus en plus menaçantes, et s'emparent de plusieurs villes, dont Tombouctou, où, comme partout ailleurs, ils se conduisent en véritables iconoclastes. Le contrôle d'une grande partie du pays échappe de plus en plus au pouvoir en place à Bamako.

Une force africaine, soutenue par la France, essaie de les contenir, mais la tactique de guérilla adoptée par les djihadistes leur est favorable. Ils procèdent avec des attaques surprises, profitant d'une grande connaissance du terrain et souvent du soutien de la pauvre population locale.

Avec cette présence dans le pays des extrémistes islamiques et l'instabilité du pouvoir à Bamako, l'avenir du Mali semble tout sauf rose...

## 8) La Mauritanie



*Mauritanie, 1980, n°s 472/473  
Armoiries de la Mauritanie*

La Mauritanie, en entrant elle aussi dans la Communauté française, obtient le 28 novembre 1958 son autonomie et accède le 28 novembre 1960 à l'indépendance complète.



Mauritanie, 1960, n° 138



Mauritanie, 1960, n° 154

*Proclamation de l'indépendance de la République islamique de Mauritanie, le 28 novembre 1960*



1960, FDC avec le timbre n° 154

*Proclamation de l'indépendance de la République islamique de Mauritanie, le 28 novembre 1960*



Mauritanie, 1962, n° 162



Mauritanie, 1970, P.A. n° 109

*Deuxième et dixième anniversaire de l'indépendance*

Son premier président est Moktar Ould Daddah. Il restera en fonction jusqu'à son renversement en juillet 1978 par un coup d'État militaire. Les présidents, presque tous arrivés au pouvoir par un coup d'État, vont ensuite se succéder à un rythme rapide. Les deux seuls présidences avec une certaine durée sont celle de Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya (1984-2005) et de Mohamed Ould Abdel Aziz (2009-2019).

Trois problèmes majeurs sont à la base de cette instabilité chronique pendant un demi-siècle :

### 1) Le problème du Sahara occidental.

Cette colonie espagnole est convoitée par le Maroc du roi Hassan II et par la Mauritanie du président Moktar Ould Daddah. Le Maroc avait déjà annexé le Cap Juby (1958) et Ifni (1969), et considère avoir des droits sur le Sahara espagnol. Un mouvement va s'opposer farouchement à cette annexion et réclamer l'indépendance, le Front Polisario.

En 1975, le Maroc et la Mauritanie se partagent le Sahara espagnol : deux tiers pour le Maroc, un tiers pour la Mauritanie. La Mauritanie est cependant épuisée et ruinée par ses efforts d'annexer une partie du Sahara espagnol, et remet en 1979 le territoire qu'elle avait conquis entre les mains du front Polisario.

Le problème du Sahara ex-espagnol reste encore toujours un abcès chronique en Afrique occidentale, et reste insoluble pour les Nations-Unies.



*Situation coloniale (Wikipedia)*



*Situation après le partage (Wikipedia)*

### 2) Le génocide de 1989-1991.

À partir de 1989, le président Taya commence une véritable épuration ethnique en éliminant tous les Noirs mauritaniens, qu'il trouve indignes de résider dans une république islamique. Les massacres, les exécutions, les tortures et les emprisonnements se succèdent, et les victimes se comptent par milliers.

En représailles, les Mauritaniens au Sénégal subissent à leur tour des sévices contre eux, surtout à Dakar, où l'on compte aussi des milliers de victimes. Cette situation provoque un exode de dizaines de milliers de Mauritaniens noirs vers le Sénégal, et inversement un rapatriement tout aussi étendu des Mauritaniens islamiques du Sénégal vers leur pays d'origine.

L'épuration ethnique réalisée entre 1989 et 1991 a été à ce point méthodique et impitoyable que l'on peut sans aucun doute parler de génocide.



*Mauritanie, 1990, n°s 647/649  
Rapatriement des Mauritaniens du Sénégal*

### 3) Les djihadistes.

À partir de 2005, la Mauritanie est confrontée à une montée des forces djihadistes d'Al Qaida, avec une succession ininterrompue d'attentats et d'actes terroristes. Cela ne contribue pas à se montrer optimiste pour l'avenir de la Mauritanie.

## 9) Le Togo

Le Togo, qui officiellement n'était pas une colonie française mais un territoire sous tutelle des Nations-Unies, s'émancipe progressivement et avance pas à pas vers l'indépendance.

En 1956, le Togoland britannique est définitivement incorporé à la Côte-de-l'Or, le futur Ghana, et le Togo "français" reçoit une très large autonomie. Cette autonomie devient presque totale la France accepte en 1958 de faire du Togo la "République du Togo". Paris ne garde que la défense, les finances et la politique étrangère.



*Togo, 1957, n°s 260 & P.A. n° 24  
Large autonomie accordée au Togo en 1956*



*Togo, 1959, n°s P.A. 30/32  
Autonomie presque totale accordée en 1958. Le mot "autonome" est supprimé dans la légende*

L'indépendance complète est proclamée le 27 avril 1960, et Sylvanus Olympio en devient le premier président. Comme pratiquement dans toutes les ex-colonies de l'AOF, Olympio élimine le multipartisme et instaure un régime présidentiel qui lui donne pratiquement les pleins pouvoirs sur le pays.



*Togo, 1960 n°s 309/314  
L'indépendance, proclamée le 27 avril 1960. Le président Sylvanus Olympio*

Mais Olympio, opposé à la coopération avec la France, est assassiné le 13 janvier 1963, et remplacé par Nicolas Grunitzky, qui désire établir d'excellents rapports avec la France.



*Togo, 2010, n° 2055J  
Le président Sylvanus Olympio*



*Togo, 2010, n° 2055K  
Le président Nicolas Grunitzky*



*Togo, 1964, n°s 419/423*



*Togo, 1965, n°s 440 & 442  
Le président Nicolas Grunitzky*

Grunitzky est à son tour renversé, exactement quatre ans plus tard, le 13 janvier 1967, par un coup d'État perpétré par Gnassingbé Eyadéma, qui va gouverner le Togo jusqu'en 2005.



*Togo, 1977, bloc 102*



*Togo, 1987, bloc 258*

*Dixième et vingtième anniversaire du coup d'État qui a permis à Eyadéma d'accéder à la présidence*

Il ne fait aucun doute qu'Eyadéma a participé activement en 1963 à l'assassinat d'Olympio. Ayant accédé à la présidence, il se fait réélire cinq fois dans des élections plus que douteuses, et gouverne en véritable autocrate. Si Eyadéma réussit à se maintenir si longtemps au pouvoir, c'est grâce au soutien de l'armée et à celui de la France, dont il favorise les intérêts au Togo.

Le président Eyadéma s'est fait représenter sur de très nombreux timbres du Togo, même sur les timbres d'usage courant.



*Togo, 2004, n°s 1944/1952  
Le président Gnassingbé Eyadéma*

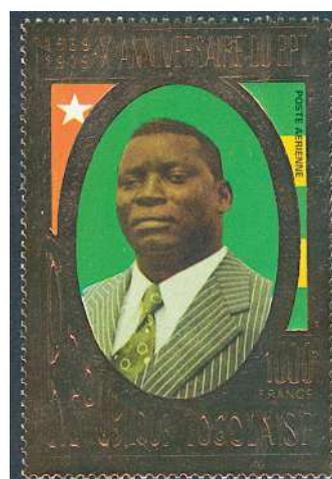


*Togo, 1984, bloc 217  
Le président Eyadéma lors de la conférence de Lomé en 1984*

Le 24 janvier 1974, l'avion du président Eyadéma s'écrase à Sarakawa. Eyadéma sort indemne de cet accident, mais plusieurs ministres et généraux y perdent la vie. Eyadéma a toujours accusé la France d'avoir organisé un sabotage de son avion, et en représailles, fait nationaliser plusieurs entreprises françaises. Le 24 janvier est devenu au Togo "le jour de la libération économique", et un mémorial, avec une immense statue du président, a été érigé à Sarakawa.



*Togo, 1984, P.A. n°s 496/497  
Dixième anniversaire de l'accident (ou attentat ?) de Sarakawa.  
La mémorial et la statue du président*



*Togo, 1979, P.A. n° 404 & 1981, P.A. n° 442  
Le président Gnassingbé Eyadéma*

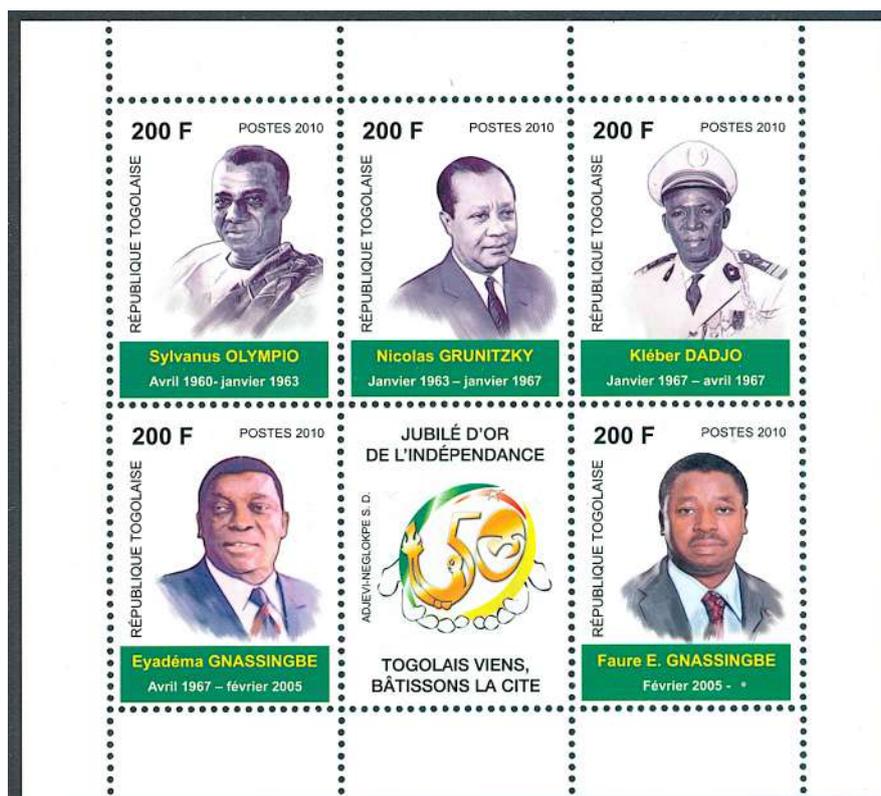
Son fils, Faure Gnassingbé, lui succède et suit les pas de son père : il est réélu plusieurs grâce à une fraude électorale massive, vit dans le luxe, et se maintient grâce à une corruption généralisée.



*Togo, 2010, n°s 2055M & 2055N  
Le président Gnassingbé Eyadéma et son fils et successeur, le président Faure Gnassingbé*

Le bloc émis en 2010 pendant la présidence de Faure Gnassingbé est quand même un peu bizarre, car il montre les cinq présidents togolais réunis.

- Le troisième, Kléber Dadjo, n'a eu qu'une présidence intérimaire d'une paire de mois, en 1967.
- Le cinquième, Faure Gnassingbé, est le fils de Gnassingbé Eyadéma, qui a gouverné le pays pendant 38 ans. Il est arrivé au pouvoir et s'y maintient par une fraude électorale massive.
- Le quatrième, Gnassingbé Eyadéma, a participé à l'assassinat du premier, Sylvanus Olympio, et au renversement du deuxième, Nicolas Grutzinsky.
- Le deuxième, Nicolas Grutzinsky, est lui aussi parvenu au pouvoir par un coup d'État en 1963, en renversant Sylvanus Olympio...



*Togo, 2010, n°s 2055J/2055N  
Le cinq présidents successifs du Togo*

Je tiens à terminer en soulignant que la politique d'émission de timbres-poste de tous ces pays, sans exception, est désastreuse pour la philatélie. Ils émettent des timbres en quantités incroyables, plusieurs centaines par an, représentant des sujets qui n'ont absolument rien à voir avec le pays. Ces timbres devraient à mon avis être exclus des catalogues, car ils n'ont généralement jamais vu le sol du pays émetteur. Les philatélistes sérieux laissent de toutes façons ces vignettes inutiles, superflues et ridicules complètement de côté.